

La Banque Laurentienne déclare de solides résultats pour le troisième trimestre

2 septembre 2015

Faits saillants du troisième trimestre 2015

- Résultat dilué par action ajusté en hausse de 10 % d'un exercice à l'autre
- Solide croissance interne :
 - Prêts hypothécaires de B2B Banque en hausse de 23 % d'un exercice à l'autre
 - Prêts aux entreprises en hausse de 16 % d'un exercice à l'autre
- Solide performance au chapitre du crédit, avec des pertes sur prêts de 7,0 millions \$, soit 33 % de moins que l'an passé

	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		VARIATION
	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	
Comme présenté			
Résultat net	44,2 \$	40,1 \$	10 %
Résultat dilué par action	1,44 \$	1,27 \$	13 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,1 %	11,2 %	0,9 %
Base ajustée¹			
Résultat net ajusté	45,3 \$	42,4 \$	7 %
Résultat dilué par action ajusté	1,48 \$	1,35 \$	10 %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	12,4 %	11,9 %	0,5 %

¹ Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités principales de la Banque et ne tiennent donc pas compte de certaines charges désignées comme étant des éléments d'ajustement. Voir les rubriques sur les éléments d'ajustement et les mesures financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

MONTRÉAL, le 2 sept. 2015 /CNW Telbec/ - La Banque Laurentienne du Canada a déclaré un résultat net ajusté de 45,3 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 1,48 \$, pour le troisième trimestre 2015, une hausse respectivement de 7 % et 10 % comparativement au résultat net ajusté de 42,4 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 1,35 \$, pour la période correspondante de 2014. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 12,4 % pour le troisième trimestre 2015, par rapport à 11,9 % pour la période correspondante de 2014. Comme présenté, le résultat net s'est établi à 44,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,44 \$, pour le troisième trimestre 2015, comparativement à 40,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,27 \$, pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté a été de 12,1 % pour le troisième trimestre 2015, par rapport à 11,2 % pour le troisième trimestre 2014.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, le résultat net ajusté a totalisé 128,1 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 4,17 \$, soit une hausse respective de 6 %, comparativement au résultat net ajusté de 121,0 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,92 \$, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté a été de 12,0 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, par rapport à 11,8 % pour la période



correspondante de 2014. Comme présenté, le résultat net s'est établi à 121,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,94 \$, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, en comparaison de 106,6 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,42 \$, pour la période correspondante de 2014. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires comme présenté a été de 11,3 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, par rapport à 10,3 % pour la période correspondante de 2014.

Dans ses commentaires sur les résultats financiers de la Banque pour le troisième trimestre 2015, Réjean Robitaille, président et chef de la direction, a indiqué : « Notre stratégie visant à nous concentrer sur nos principaux moteurs de croissance a continué de porter ses fruits au cours du trimestre, comme en témoignent la hausse de 23 % du portefeuille de prêts hypothécaires de B2B Banque et la progression de 16 % de nos prêts aux entreprises. Par conséquent, les revenus ont enregistré une solide croissance d'un exercice à l'autre. En outre, nous n'avons aucun prêt aux entreprises du secteur pétrolier et gazier et la qualité du crédit de nos portefeuilles est demeurée excellente, de sorte que nos pertes sur prêts ont été faibles et notre performance financière, robuste. Par ailleurs, nous maintenons notre engagement indéfectible à accroître l'efficacité opérationnelle et à maximiser le levier d'exploitation grâce à des processus améliorés et à une meilleure exécution. »

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Dans ce document, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou dans d'autres communications, la Banque Laurentienne du Canada peut, à l'occasion, formuler des énoncés prospectifs, écrits ou oraux, au sens des lois applicables en matière de valeurs mobilières. Ces énoncés prospectifs incluent, sans s'y limiter, des énoncés relatifs au plan d'affaires et aux objectifs financiers de la Banque. Les énoncés prospectifs formulés dans ce document sont destinés à aider les actionnaires et les analystes financiers à mieux comprendre la situation financière de la Banque et les résultats de ses activités à la date indiquée et pour les périodes closes à cette date, et pourraient ne pas être adéquats à d'autres fins. Les énoncés prospectifs sont habituellement marqués par l'emploi du conditionnel et l'usage de mots tels que « perspectives », « croire », « estimer », « prévoir », « projeter », « escompter », « anticiper », « planifier », « pourrait », « devrait », « ferait », ou la forme négative ou des variantes de tels termes, ou une terminologie similaire.

Du fait de leur nature, ces énoncés prospectifs reposent sur des hypothèses et comportent un certain nombre de risques et d'incertitudes d'ordre général et spécifique. Il est donc possible que les prévisions, projections et autres énoncés prospectifs ne se matérialisent pas ou soient inexacts. Quoique la Banque soit d'avis que les attentes exprimées dans ces énoncés prospectifs sont raisonnables, elle ne peut garantir que ces attentes s'avéreront exactes.

La Banque déconseille aux lecteurs de se fier indûment aux énoncés prospectifs pour prendre des décisions, étant donné qu'en raison de divers facteurs significatifs, les résultats réels pourraient différer sensiblement des opinions, plans, objectifs, attentes, prévisions, estimations et intentions exprimés dans ces énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, entre autres, les changements aux conditions des marchés des capitaux, les changements des politiques monétaire, fiscale et économique des gouvernements, les variations des taux d'intérêt, les niveaux d'inflation et la conjoncture économique en général, l'évolution des lois et de la réglementation, les changements à l'égard de la concurrence, les modifications apportées aux notes de crédit, la rareté des ressources humaines, l'évolution de l'environnement technologique, la capacité de réaliser les avantages anticipés de l'acquisition d'un portefeuille de prêts à l'investissement, d'intégrer rapidement et efficacement le portefeuille et la réaction des clients du vendeur à la transaction. Enfin, la Banque prévient que la liste de facteurs ci-dessus n'est pas exhaustive. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses qui pourraient faire en sorte que les résultats réels de la Banque diffèrent des attentes exprimées, les personnes intéressées sont priées de consulter la rubrique « Profil de risque et cadre de gestion des risques » du rapport de gestion du rapport annuel de la Banque et les autres documents publics déposés par la Banque et disponibles sur le site www.sedar.com.



**BANQUE
LAURENTIENNE**

La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les énoncés prospectifs, écrits ou oraux, formulés par elle ou en son nom, sauf dans la mesure où la réglementation des valeurs mobilières l'exige.

Faits saillants

Afficher le communiqué de presse en plein écran

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action et les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES					POUR LES NEUF MOIS CLOS LES			
	31 JUIL LET 2015	30 AVRI L 2015	VARI ATIO N	31 JUILL ET 2014	VARI ATIO N	31 JUIL LET 2015	31 JUILL ET 2014	VARI ATIO N	
Rentabilité									
	2	2		2		6	6		
	2	2		1		6	5		
	6	0		9		5	2		
Revenu total	6	6		6		4	6		
	3	7		4		7	4		
	8	\$ 9	\$ 3 %	5	\$ 3 %	7	\$ 4	\$ 2 %	
	4	4		4		1	1		
	4	1		0		2	0		
Résultat net	1	1		0		1	6		
	6	8		9	1	8	1	1	
	6	\$ 8	\$ 7 %	7	\$ 0 %	9	\$ 1	\$ 4 %	
Résultat dilué par action	1,4	1,3		1,2	1	3,9	3,4	1	
	4	\$ 4	\$ 7 %	7	\$ 3 %	4	\$ 2	\$ 5 %	
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires	1	1		1		1	1		
	2,	1,		1,		1,	0,		
	1	% 8	%	2	%	3	% 3	%	



[1]

Marge
nette
d'inté
rêt
(sur
l'actif
prod
uctif
moy
en) -
mes
ure
mise
à
jour
[1] [2]

	1,		1,		1,		1,		1,
	8		8		8		8		8
	5	%	4	%	9	%	4	%	9
Ratio d'effi cacit é [1]	7		7		7		7		7
	1,		1,		1,		2,		2,
	1	%	9	%	0	%	2	%	8
Levi er d'exp loitati on [1]	1,		2,		3,		0,		5,
	3	%	4	%	7	%	8	%	7

**Par action
ordinaire**

Cour
s de
l'acti
on -
Clôtu
re
Ratio
cour
s /
résul
tat
(quat
re
derni
ers
trime
stres
)
Vale
ur
com
ptabl
e [1]
Ratio
cour
s /

	4		4		5		4		5
	9,		8,		1,	(	9,		1,
	4		2		5	4	4		5
	8	\$	9	\$	5	)	8	\$	5
				2		%			
	9,				1		9,		1
	8		9,		2,		8		2,
	x		9x		2x		x		2x
	4		4		4		4		4
	7,		7,		5,		7,		5,
	4		1		1		4		1
	5	\$	0	\$	0	\$	5	\$	0
				1		%			
	1		1		1		1		1
	0		0		1		0		1
	4	%	3	%	4	%	4	%	4



valeur comptable ^[1]											
Dividendes déclarés	0,56		0,54		0,52		1,64		1,54		
Rendement de l'action ^[1]	4,5 %		4,5 %		4,0 %		4,4 %		4,0 %		
Ratio du dividende versé ^[1]	38,8 %		40,3 %		40,9 %		41,6 %		45,0 %		

Mesures financières ajustées

Résultat net ajusté ^[1]	4291		4311		4352		1272		1299		
Résultat dilué par action ajusté ^[1]	148		138		135		417		392		
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,4 %		12,1 %		11,9 %		12,0 %		11,8 %		



**BANQUE
LAURENTIENNE**

aires ajust é ^[1]									
Ratio d'effi cacit é	7		7		7		7		7
ajust é ^[1]	1,		1,		0,		1,		1,
Levi er d'exp loitati on	1,		(0		2,		(0		2,
ajust é ^[1]	3	%	,7	)	0	%	,3	)	1
Ratio du divid ende vers é	3		3		3		3		3
ajust é ^[1]	7,		9,		8,		9,		9,
	8	%	2	%	6	%	3	%	2

**Situation
financière
(en
millions
de dollars
canadiens
)**

	3		3		3				
Actif au bilan [3]	9		7		6				
Prêts et acce ptati ons	5		6		2				
	8	\$	6	\$	8	\$	9	%	
	2		2		2				
	8		8		7				
	6		1		2				
	5		1		7				
	5	\$	1	\$	5	\$	5	%	
	2		2		2				
	5		4		4				
Dép ôts	8		9		2				
Actif prod uctif moy en	0		6		1				
	0	\$	0	\$	3	\$	7	%	
	3		3		2		3		2
	1		0		9		0		9
	5		6		7		8		7
	5		3		1		0		4
	6	\$	1	\$	7	\$	6	%	4
							4	\$	6
									4
									%

**Ratios de
fonds
propres
réglement**



aires
selon Bâle
III -- base «
tout
compris »

Caté gorie 1 sous form e d'acti ons ordin aires	7, 7 1 1,	%	7, 8 1 1,	%	7, 7 1 2,	%
Total Ratio de levie r	7 6	%	9 7	%	4 o.	%

**Autres
renseigne
ments**

Nom bre d'em ploy és en équi vale nt temp s plein	3 7 6 1	3 7 4 6	3 7 4 0
Nom bre de succ ursal es	1 5 0	1 5 1	1 5 2
Nom bre de guic hets auto mati ques	4 0 8	4 1 5	4 2 0

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Calculée comme le revenu net d'intérêt divisé par l'actif productif moyen. Voir la rubrique sur les modifications à la présentation de l'information financière - compensation des instruments financiers et incidence sur la marge nette d'intérêt ci-dessous et la rubrique sur les mesures



financières non conformes aux PCGR pour plus de précisions.

[3] Les chiffres comparatifs de 2014 tiennent compte de l'adoption des modifications à l'IAS 32, Instruments financiers : Présentation. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Faits saillants trimestriels

Particuliers et Entreprises

- › Bonne performance avec une croissance de 21 % du résultat net par rapport au troisième trimestre 2014.

Services aux entreprises

Septième trimestre consécutif avec un taux de croissance des prêts à deux chiffres.

Les prêts totaux aux entreprises ont augmenté de 16 % par rapport au troisième trimestre 2014; les prêts commerciaux et les prêts hypothécaires commerciaux ont progressé approximativement au même rythme.

L'équipe spécialisée en crédit-bail développe de nouvelles relations pour la Banque. Elle bâtit un solide pipeline de projets et étend sa présence géographique grâce aux directeurs de comptes œuvrant en Nouvelle-Écosse, au Québec, en Ontario et en Alberta.

L'équipe de financement immobilier continue de générer des prêts de haute qualité en travaillant en étroite collaboration avec des promoteurs bien établis qui développent des projets répondant à la demande des marchés en constante évolution.

Maintien de l'accent sur l'excellence commerciale afin d'améliorer la productivité des ventes et sur l'excellence opérationnelle dans le but d'améliorer les processus pour la clientèle.

Services aux particuliers

La solide performance de notre offre de fonds communs de placement BLC-Mackenzie a contribué à une hausse de 35 % des revenus tirés de la vente de fonds communs de placement par rapport à l'année précédente.

Poursuite des travaux afin de se conformer aux nouvelles exigences réglementaires MRCC 2 (Modèle de relation client-conseiller - Phase 2).

B2B Banque

Trimestre record pour les prêts hypothécaires avec une croissance de 23 % par rapport au troisième trimestre 2014.

Une offre exhaustive de produits, jumelée à une approche prudente en matière de souscription, continue de bien servir un nombre croissant de courtiers en prêts hypothécaires, ainsi que leurs clients.

En août 2015, B2B Banque a acquis un portefeuille de prêts à l'investissement auprès du Groupe Banque TD, ajoutant 5 000 nouveaux clients et 0,6 milliard \$ en nouveaux prêts. Le portefeuille de prêts à l'investissement de B2B Banque dépasse maintenant 4,5 milliards \$. Cette transaction stratégique renforce le leadership de B2B Banque dans le marché des prêts à l'investissement et confirme son engagement envers la communauté des conseillers financiers.

Valeur mobilières Banque Laurentienne (VMBL)

Le développement progressif de la plateforme de courtage au détail a contribué à une croissance de 11 % des actifs administrés de VMBL au cours de l'année. Ceux-ci dépassent maintenant 3,1 milliards \$.



La division Institutionnel - Actions élargit son rayonnement et conclut des transactions avec un plus grand nombre d'investisseurs institutionnels et de sociétés de petites capitalisations.

Nominations à la Banque

Au cours du trimestre, François Laurin a été nommé vice-président exécutif et chef de la direction financière. De plus, Deborah Rose a été nommée présidente et chef de la direction de B2B Banque et Stéphane Therrien s'est vu attribuer la responsabilité additionnelle des Services aux particuliers, à titre de vice-président exécutif, Services aux entreprises et particuliers. Grâce à leurs expertises respectives, ils pourront contribuer significativement au développement de la Banque.

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion présente une analyse, par la direction, de la situation financière de la Banque au 31 juillet 2015, ainsi que de sa performance au cours du trimestre et de la période de neuf mois close à cette date. Le présent rapport de gestion, daté du 2 septembre 2015, doit être lu avec les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2015, préparés conformément à IAS 34, *Information financière intermédiaire*, publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB). Le rapport annuel 2014 de la Banque fournit des informations supplémentaires relatives à des sujets tels que la gestion des risques, les estimations et les méthodes comptables critiques et les arrangements hors bilan.

Des informations additionnelles relatives à la Banque Laurentienne du Canada, y compris la Notice annuelle, sont disponibles sur le site Web de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, et sur le site de SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Perspectives économiques

Au Canada, l'économie s'est légèrement contractée au premier semestre de 2015. Cette contraction reflète essentiellement l'incidence immédiate du recul des prix du pétrole brut sur les investissements des entreprises, un ralentissement temporaire des exportations de produits autres qu'énergétiques et, dans une moindre mesure, l'essoufflement de la demande de produits de base autres qu'énergétiques. Néanmoins, les industries axées sur les exportations du centre du Canada ont récemment donné des signes de redressement, ce qui a contribué à soutenir le marché de l'emploi au Canada, le taux de chômage étant demeuré stable à 6,8 % au cours des six derniers mois. Cette situation, combinée à la hausse prévue des dépenses en capital par les sociétés axées sur les exportations, devrait permettre au PIB réel canadien de rebondir légèrement au cours du deuxième semestre 2015 et en 2016. Dans l'ensemble, il est prévu que l'économie canadienne affichera une croissance de 1,2 % en 2015 et de 2,0 % en 2016, par rapport au taux de croissance de 2,4 % enregistré en 2014.

Le récent recul des prix du pétrole brut a également donné lieu à une révision à la baisse des prévisions d'inflation à l'échelle mondiale et, par conséquent, des taux d'intérêt mondiaux, ce qui a permis à la Banque du Canada de réduire son taux cible de financement à un jour de 25 points de base en juillet 2015, après l'avoir diminué de 25 points de base en janvier 2015. Compte tenu des divergences prévisibles entre la politique monétaire des États-Unis et celle du Canada et du recul des prix du pétrole, le dollar canadien s'échange à près de 0,76 \$ US, ce qui devrait stimuler davantage le segment des exportations de l'économie canadienne.

Dans l'ensemble, le contexte persistant de bas taux d'intérêt constitue un défi à l'égard des marges d'intérêt de la Banque. Toutefois, ce contexte, conjugué à la stabilité du taux de chômage et à la prévision d'une croissance plus marquée de l'économie dans la région centrale du Canada, devrait contribuer

positivement à la croissance de la Banque, malgré les préoccupations à propos de l'économie des régions riches en ressources du Canada.

Performance financière 2015

Le tableau ci-dessous présente les objectifs financiers définis par la direction et la performance de la Banque pour 2015. Ces objectifs financiers étaient fondés sur les hypothèses présentées aux pages 22 et 23 du rapport annuel 2014 de la Banque, à la rubrique « Hypothèses clés à la base des objectifs de la Banque », et ne tenaient pas compte des éléments d'ajustement.

OBJECTIFS FINANCIERS 2015

[1]

	OBJECTIFS DE 2015	POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 31 JUILLET 2015
Résultat dilué par action ajusté	Croissance de 5 % à 8 %	6 %
Ratio d'efficacité ajusté	< 71,0 %	71,5 %
Levier d'exploitation ajusté [2]	Positif	(0,3) %
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	≥ 12,0 %	12,0 %
Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires -- base « tout compris »	> 7,0 %	7,7 %

[1]

Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2]

Aux fins du calcul des données correspondant aux objectifs financiers de 2015, les taux de croissance depuis le début de l'exercice sont calculés d'un exercice à l'autre (c'est-à-dire les taux de la période considérée par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent).

La direction croit que les objectifs en matière de rentabilité et de fonds propres tels qu'ils ont été définis au début de l'exercice sont réalisables. Une croissance appréciable des produits à marge plus élevée et la qualité du crédit toujours solide ont été les inducteurs importants de la bonne performance financière de la Banque depuis le début de l'exercice. Toutefois, les dépenses prévues au quatrième trimestre visant à améliorer les systèmes d'administration des comptes dans les succursales à la lumière des nouvelles exigences réglementaires du Modèle de relation client-conseiller - Phase 2 (MRCC 2) ralentiront temporairement nos progrès et pourraient faire en sorte que la Banque n'atteigne pas, mais de peu, ses objectifs pour l'exercice en matière de ratio d'efficacité et de levier d'exploitation. La Banque continue néanmoins de se concentrer sur la concrétisation des occasions d'affaires et le contrôle de la croissance des dépenses de base pour accroître l'efficacité.

Analyse des résultats consolidés

Afficher le communiqué de presse en plein écran

RÉSULTATS CONSOLIDÉS



**BANQUE
LAURENTIENNE**

RÉSUMÉS

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES		
	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	
Revenu net d'intérêt	147 229	\$ 137 691	\$ 141 249	\$ 424 416	\$ 420 831	\$
Autres revenus	79 409	82 988	78 396	241 061	231 813	
Revenu total	226 638	220 679	219 645	665 477	652 644	
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle	1 531	1 531	1 511	4 534	8 145	
Provisions pour pertes sur prêts	7 000	8 000	10 500	25 500	31 500	
Frais autres que d'intérêt	161 037	158 750	155 973	480 484	475 010	
Résultat avant impôts sur le résultat	57 070	52 398	51 661	154 959	137 989	
Impôts sur le résultat	12 904	11 210	11 564	33 770	31 378	
Résultat net	44 166	\$ 41 188	\$ 40 097	\$ 121 189	\$ 106 611	\$
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	2 399	2 398	3 588	7 196	8 590	
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	41 767	\$ 38 790	\$ 36 509	\$ 113 993	\$ 98 021	\$
Résultat par action dilué	1,44	\$ 1,34	\$ 1,27	\$ 3,94	\$ 3,42	\$

Éléments d'ajustement

La Banque a désigné certains montants comme étant des éléments d'ajustement et présente les résultats ajustés pour faciliter la compréhension de la performance sous-jacente de ses activités et des tendances connexes. La Banque évalue la performance sur la base des PCGR et sur une base non conforme aux PCGR et considère que ces deux mesures fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance.



Les éléments d'ajustement sont des éléments liés aux regroupements d'entreprises qui sont inclus dans les résultats comme présentés du secteur d'activité B2B Banque. De plus, une charge de rémunération liée à l'annonce du départ à la retraite du président et chef de la direction de la Banque, qui est comptabilisée dans les résultats comme présentés du secteur Autres, a été classée à titre d'élément d'ajustement au premier trimestre 2015.

Les résultats ajustés et les mesures ajustées sont des mesures non conformes aux PCGR. Des commentaires sur l'utilisation et les limites de ces mesures figurent à la rubrique « Mesures financières non conformes aux PCGR » ci-après.

Afficher le communiqué de presse en plein écran

INCIDENCE DES ÉLÉMENTS D'AJUSTEMENT ^[1]

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014
Incidence sur le résultat net					
Résultat net comme présenté	44 166	\$ 41 188	\$ 40 097	\$ 121 189	\$ 106 611
Éléments d'ajustement					
Éléments liés aux regroupements d'entreprises, après impôts sur le résultat					
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle					
Amortissem ent de la prime nette sur les instruments financiers acquis	1 125	1 125	1 109	3 333	2 971
Réévaluatio n de la contrepartie éventuelle	--	--	--	--	4 100
Frais liés aux regroupements d'entreprises	--	--	1 149	--	7 309
	1 125	1 125	2 258	3 333	14 380
Charge de rémunération liée à un départ à la	--	--	--	3 550	--



retraite, après impôts
sur le résultat ^[2]

	1 125	1 125	2 258	6 883	14 380	
Résultat net ajusté	45 291	\$ 42 313	\$ 42 355	\$ 128 072	\$ 120 991	\$
Incidence sur le résultat dilué par action						
Résultat dilué par action comme présenté	1,44	\$ 1,34	\$ 1,27	\$ 3,94	\$ 3,42	\$
Éléments d'ajustement						
Éléments liés aux regroupements d'entreprises	0,04	0,04	0,08	0,12	0,50	
Charge de rémunération liée à un départ à la retraite	--	--	--	0,12	--	
	0,04	0,04	0,08	0,24	0,50	
Résultat dilué par action ajusté ^[3]	1,48	\$ 1,38	\$ 1,35	\$ 4,17	\$ 3,92	\$

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] La charge de rémunération liée à un départ à la retraite est incluse au poste Salaires et avantages du personnel de l'état du résultat consolidé.

[3] L'incidence par action des éléments d'ajustement diffère en raison de l'arrondissement pour les neuf mois clos le 31 juillet 2015.

Trimestre clos le 31 juillet 2015 comparativement au trimestre clos le 31 juillet 2014

Le résultat net a totalisé 44,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,44 \$, pour le troisième trimestre 2015, comparativement à un résultat net de 40,1 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,27 \$, pour le troisième trimestre 2014. Le résultat net ajusté s'est établi à 45,3 millions \$ pour le troisième trimestre clos le 31 juillet 2015, en hausse par rapport à 42,4 millions \$ au trimestre correspondant de 2014, tandis que le résultat dilué par action ajusté a été de 1,48 \$, une hausse de 10 % par rapport au résultat net ajusté de 1,35 \$ en 2014. Au troisième trimestre 2014, le calcul du résultat dilué par action tenait compte de dividendes sur actions privilégiées (0,04 \$ par action) plus élevés qu'au trimestre correspondant de 2015.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 7,0 millions \$, ou 3 %, pour atteindre 226,6 millions \$ au troisième trimestre 2015, comparativement à un revenu total de 219,6 millions \$ au troisième trimestre 2014, du fait essentiellement de la hausse du revenu net d'intérêt d'un exercice à l'autre.

Le **revenu net d'intérêt** a augmenté de 6,0 millions \$, ou 4 %, pour atteindre 147,2 millions \$ au troisième trimestre 2015, comparativement à un revenu net d'intérêt de 141,2 millions \$ au troisième trimestre 2014. L'augmentation découlait principalement de la solide croissance des prêts hypothécaires commerciaux et résidentiels et de la hausse des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts, contrebalancées en partie par le niveau de liquidités relativement plus élevé qu'il y a un an. La marge nette d'intérêt (en pourcentage de l'actif productif moyen) a diminué pour passer de 1,89 % au troisième trimestre 2014 à 1,85 % au troisième trimestre 2015, ce qui s'explique essentiellement par le niveau plus élevé de liquidités à faible rendement détenues pour financer l'acquisition d'un portefeuille de



prêts à l'investissement au début d'août et pour soutenir la croissance interne prévue des prêts, ces facteurs ayant été en partie contrebalancés par l'augmentation des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts hypothécaires résidentiels.

Les **autres revenus** ont augmenté de 1,0 million \$, ou 1 %, pour atteindre 79,4 millions \$ au troisième trimestre 2015, comparativement aux autres revenus de 78,4 millions \$ au troisième trimestre 2014. Les commissions sur les ventes de fonds communs de placement ont augmenté de 2,6 millions \$, ou 35 %, par rapport à celles du troisième trimestre 2014, du fait en partie des nouvelles ventes ainsi que des revenus d'honoraires additionnels tirés des actifs administrés de fonds communs de placement BLC-Mackenzie. Cette augmentation a été contrebalancée par une diminution des revenus d'assurance attribuable principalement aux réclamations plus élevées ainsi que par la baisse des revenus tirés des activités de courtage et de trésorerie.

Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle

Au troisième trimestre 2015, le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis s'est établi à 1,5 million \$, un niveau inchangé par rapport à celui du troisième trimestre 2014. Voir la note 12 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont diminué de 33 %, pour s'établir à 7,0 millions \$ au troisième trimestre 2015, par rapport à 10,5 millions \$ au troisième trimestre 2014. Au cours du trimestre, divers améliorations et remboursements, principalement dans les portefeuilles commerciaux, ont donné lieu à des ajustements favorables nets aux provisions. Ce bas niveau de pertes sur prêts reflète également l'amélioration de la qualité globale sous-jacente des portefeuilles de prêts. La direction s'attend toujours à ce que les pertes sur prêts se maintiennent à un niveau légèrement plus bas que les niveaux historiques jusqu'à la fin de l'exercice. Voir la rubrique « Gestion des risques » ci-après pour de plus amples renseignements sur la situation de crédit du portefeuille de prêts.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5,1 millions \$ pour atteindre 161,0 millions \$ au troisième trimestre 2015, en comparaison de 156,0 millions \$ au troisième trimestre 2014, du fait essentiellement de la hausse des frais d'occupation de locaux et technologie, comme il est mentionné ci-après. Les frais du troisième trimestre 2014 incluaient également des frais de 1,6 million \$ liés aux activités d'intégration à B2B Banque, qui ont ensuite été achevées à la fin de l'exercice précédent.

Au troisième trimestre 2015, les **salaires et avantages du personnel** ont augmenté de 1,8 million \$, ou 2 %, en comparaison de ceux du troisième trimestre 2014, pour s'établir à 84,8 millions \$, en raison surtout de la hausse des taxes sur la masse salariale mises en place en décembre 2014, de l'augmentation de l'effectif des services aux entreprises et des augmentations régulières de salaire annuelles. Cette augmentation d'un exercice à l'autre a été en partie contrebalancée par la réduction de l'effectif découlant de l'optimisation de certaines activités de détail et du siège social au quatrième trimestre 2014.

Les **frais d'occupation de locaux et technologie** ont augmenté de 4,7 millions \$ pour s'établir à 50,1 millions \$ par rapport à ceux du troisième trimestre 2014. L'augmentation découle principalement de la hausse des dépenses de projet, la Banque ayant engagé des coûts additionnels en partie aux fins de l'amélioration des systèmes d'administration des comptes dans les succursales à la lumière des nouvelles normes du MRCC 2 établies par les Autorités canadiennes en valeurs mobilières.



Les **autres frais autres que d'intérêt** se sont établis à 26,1 millions \$ au troisième trimestre 2015, soit un niveau essentiellement inchangé par rapport à celui du troisième trimestre 2014. La Banque continue de gérer ses dépenses au moyen d'un contrôle rigoureux et de la revue des processus.

Le ratio d'efficacité ajusté a été de 71,1 % au troisième trimestre 2015, par rapport à un ratio d'efficacité ajusté de 70,3 % au troisième trimestre 2014. Cette augmentation reflète principalement la hausse des frais de technologie susmentionnée.

Impôts sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015, les impôts sur le résultat se sont élevés à 12,9 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 22,6 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables, et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance à l'étranger. Pour le trimestre clos le 31 juillet 2014, les impôts sur le résultat s'étaient élevés à 11,6 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'était établi à 22,4 %.

Période de neuf mois close le 31 juillet 2015 comparativement à la période de neuf mois close le 31 juillet 2014

Le résultat net s'est établi à 121,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,94 \$, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, par rapport à 106,6 millions \$, ou un résultat dilué par action de 3,42 \$, pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Le résultat net ajusté s'est établi à 128,1 millions \$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2015, une hausse de 6 % par rapport au résultat net ajusté de 121,0 millions \$ à la période correspondante de 2014, tandis que le résultat dilué par action ajusté a été de 4,17 \$, par rapport à 3,92 \$ à la période correspondante de 2014.

Revenu total

Le revenu total a augmenté de 12,8 millions \$ pour atteindre 665,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, comparativement au revenu total de 652,6 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014.

Le **revenu net d'intérêt** a augmenté de 3,6 millions \$, ou 1 %, pour s'établir à 424,4 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, comparativement au revenu net d'intérêt de 420,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. L'incidence de la bonne croissance des prêts au cours des douze derniers mois a contribué positivement au résultat, tandis que les marges ont continué de subir des pressions. De plus, en 2014, le revenu d'intérêt avait été avantagé par des recouvrements d'intérêt liés au règlement de prêts douteux. En comparaison de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, la marge nette d'intérêt (en pourcentage de l'actif productif moyen) a diminué de 5 points de base, pour s'établir à 1,84 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, ce qui s'explique essentiellement par le niveau plus élevé de liquidités détenues pour financer l'acquisition d'un portefeuille de prêts à l'investissement au début d'août et pour soutenir la croissance interne prévue des prêts.

Les **autres revenus** ont augmenté de 9,2 millions \$, ou 4 %, pour s'établir à 241,1 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, en comparaison de 231,8 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Les solides commissions sur les ventes de fonds communs de placement, en hausse de 7,3 millions \$, ou 34 %, ont grandement contribué à l'augmentation d'un exercice à l'autre, du fait en partie des nouvelles ventes ainsi que des revenus d'honoraires additionnels tirés des actifs administrés de fonds communs de placement BLC-Mackenzie. Les revenus de trésorerie et de marchés financiers ont également augmenté de 5,7 millions \$, ce qui s'explique par la contribution accrue des activités de négociation et des revenus tirés des activités de change plus élevés. En outre, les frais et commissions sur prêts et dépôts ont augmenté de 2,6 millions \$ comparativement à ceux de la période de



neuf mois close le 31 juillet 2014, en raison surtout du niveau plus élevé des activités de souscription. Il importe de noter que les autres revenus pour les neuf mois clos le 31 juillet 2014 comprenaient un profit non récurrent de 3,7 millions \$ à la vente, en février 2014, d'un portefeuille de prêts hypothécaires commerciaux de 102,4 millions \$.

Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle s'est élevé à 4,5 millions \$, en comparaison de 8,1 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. L'augmentation de la charge en 2014 découlait principalement d'une charge non déductible d'impôt de 4,1 millions \$ comptabilisée au deuxième trimestre pour régler la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de la Fiducie AGF. L'amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis a totalisé 4,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, comparativement à 4,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Voir la note 12 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Provisions pour pertes sur prêts

Les provisions pour pertes sur prêts ont diminué de 6,0 millions \$, pour passer de 31,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014 à 25,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015. Les pertes globales, en pourcentage des prêts moyens, se sont établies à un niveau très bas de 10 points de base qui reflète l'excellente condition du portefeuille de prêts dont il est fait mention ci-dessus. Voir la rubrique « Gestion des risques » ci-après pour de plus amples renseignements sur la situation de crédit du portefeuille de prêts.

Frais autres que d'intérêt

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 5,5 millions \$ pour s'établir à 480,5 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, comparativement à 475,0 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Les éléments d'ajustement ont eu une incidence favorable nette de 5,1 millions \$ par rapport à ceux de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, étant donné que la baisse de 10,0 millions \$ des frais liés aux regroupements d'entreprises n'a été que partiellement contrebalancée par la charge de rémunération liée à un départ à la retraite de 4,9 millions \$ mentionnée précédemment. Les frais autres que d'intérêt ajustés ont augmenté de 10,6 millions \$, ou 2 %, principalement en raison de la hausse des frais de technologie récurrents, comme il est précisé ci-après.

Les **salaires et avantages du personnel** ont augmenté de 3,7 millions \$, ou 1 %, en comparaison de ceux de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, pour s'établir à 256,6 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015. Comme il est mentionné précédemment, au premier trimestre 2015, les salaires tenaient compte d'une charge de rémunération liée au départ à la retraite de 4,9 millions \$ relativement à l'ajustement apporté au contrat d'emploi du chef de direction de la Banque, M. Robitaille. Sur une base ajustée, malgré la hausse des taxes sur la masse salariale mise en place en décembre 2014, les salaires et avantages du personnel ont diminué de 1,2 million \$, du fait principalement du bon rendement des programmes d'assurance collective et de la réduction de l'effectif attribuable aux initiatives de restructuration qui ont eu lieu à la fin de 2014.

Les **frais d'occupation de locaux et technologie** ont augmenté de 10,3 millions \$ pour s'établir à 147,3 millions \$ par rapport à ceux de la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. L'augmentation est surtout attribuable aux coûts de gestion des projets passés en charges, dont il a été fait mention précédemment.



Les *autres frais autres que d'intérêt* ont légèrement augmenté de 1,4 million \$ pour s'établir à 76,6 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, comparativement à 75,1 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, par suite essentiellement des activités accrues de développement des affaires.

Le ratio d'efficacité ajusté s'est établi à 71,5 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, comparativement à 71,3 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Le levier d'exploitation ajusté a été légèrement négatif d'un exercice à l'autre.

Impôts sur le résultat

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, la charge d'impôt s'est élevée à 33,8 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'est établi à 21,8 %. Ce taux d'imposition inférieur au taux prévu par la loi découle principalement des retombées positives des investissements de la Banque dans des valeurs mobilières canadiennes qui génèrent des revenus de dividendes non imposables et de l'imposition réduite des revenus tirés des activités d'assurance à l'étranger. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014, la charge d'impôt s'était élevée à 31,4 millions \$ et le taux d'imposition effectif s'était établi à 22,7 %. La diminution d'un exercice à l'autre du taux d'imposition effectif pour les neuf mois clos le 31 juillet 2015 découlait d'une charge non déductible d'impôt de 4,1 millions \$ comptabilisée au deuxième trimestre 2014 par suite du règlement final de la contrepartie éventuelle liée à l'acquisition de la Fiducie AGF.

Trimestre clos le 31 juillet 2015 comparativement au trimestre clos le 30 avril 2015

Le résultat net a totalisé 44,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,44 \$, pour le troisième trimestre 2015, comparativement à un résultat net de 41,2 millions \$, ou un résultat dilué par action de 1,34 \$, pour le deuxième trimestre 2015. Le résultat net ajusté s'est établi à 45,3 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 1,48 \$, comparativement à 42,3 millions \$, ou un résultat dilué par action ajusté de 1,38 \$, pour le deuxième trimestre 2015.

Le revenu total a augmenté pour s'établir à 226,6 millions \$ au troisième trimestre 2015, comparativement à 220,7 millions \$ pour le trimestre précédent. Le revenu net d'intérêt s'est amélioré de 9,5 millions \$ séquentiellement, pour s'établir à 147,2 millions \$ au troisième trimestre 2015, ce qui s'explique essentiellement par l'incidence positive du fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus et par l'augmentation saisonnière des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts hypothécaires résidentiels. La marge nette d'intérêt de la Banque (en pourcentage de l'actif productif moyen) a légèrement augmenté de 1 point de base séquentiellement pour passer de 1,84 % au deuxième trimestre 2015 à 1,85 % au troisième trimestre 2015, ce qui s'explique essentiellement par l'augmentation saisonnière des pénalités sur les remboursements anticipés, contrebalancée en partie par la hausse des liquidités par rapport au niveau enregistré au trimestre précédent, comme il est mentionné précédemment.

Les autres revenus ont diminué de 3,6 millions \$ séquentiellement, pour s'établir à 79,4 millions \$ au troisième trimestre 2015, du fait surtout d'une baisse de 3,4 millions \$ des revenus de trésorerie et de marchés financiers découlant de la comptabilisation de pertes nettes sur les valeurs mobilières au troisième trimestre et de la diminution des revenus tirés des activités de négociation, qui ont été contrebalancées en partie par la hausse des revenus tirés des activités de change.

Le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis s'est établi à 1,5 million \$ au troisième trimestre 2015, un niveau inchangé par rapport à celui du deuxième trimestre 2015. Voir la note 12 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour de plus amples renseignements.



Les provisions pour pertes sur prêts ont été de 7,0 millions \$ au troisième trimestre 2015, une diminution de 1,0 million \$ par rapport à celles de 8,0 millions \$ du deuxième trimestre 2015, qui témoigne de la qualité solide du portefeuille et des conditions de crédit favorables, comme il est mentionné précédemment.

Les frais autres que d'intérêt se sont élevés à 161,0 millions \$ au troisième trimestre 2015, comparativement à ceux de 158,8 millions \$ au deuxième trimestre 2015. Les frais autres que d'intérêt ont légèrement augmenté de 1 % séquentiellement en raison de la hausse des frais liés à des projets. Le levier d'exploitation ajusté positif de 1,3 % tenait compte surtout du fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus.

Situation financière

BILAN RÉSUMÉ ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JUILLET 2015	AU 31 OCTOBRE 2014	AU 31 JUILLET 2014	
ACTIF				
Trésorerie et dépôts auprès d'autres banques	160 387	\$ 248 855	\$ 155 281	\$
Valeurs mobilières	5 219 987	4 880 460	4 424 262	
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	4 701 479	3 196 781	3 765 543	
Prêts et acceptations, montant net	28 543 006	27 310 208	27 153 104	
Autres actifs	932 866	846 481	791 087	
	39 557 725	\$ 36 482 785	\$ 36 289 277	\$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts	25 800 044	\$ 24 523 026	\$ 24 212 545	\$
Autres passifs	6 433 021	5 103 778	5 288 872	
Dette liée aux activités de titrisation	5 245 340	4 863 848	4 824 777	
Dette subordonnée	449 084	447 523	446 995	
Capitaux propres	1 630 236	1 544 610	1 516 088	
	39 557 725	\$ 36 482 785	\$ 36 289 277	\$

[1] Les chiffres comparatifs de 2014 tiennent compte de l'adoption des modifications à l'IAS 32, *Instruments financiers: présentation*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Les actifs au bilan ont totalisé 39,6 milliards \$ au 31 juillet 2015, une augmentation de 3,1 milliards \$, ou 8 %, par rapport à ceux de 36,5 milliards \$ au 31 octobre 2014. Cette augmentation reflète principalement la croissance des prêts et la hausse des liquidités, comme il est mentionné ci-après.



**BANQUE
LAURENTIENNE**

Liquidités

Les liquidités, y compris la trésorerie, les dépôts auprès d'autres banques, les valeurs mobilières et les valeurs acquises en vertu de conventions de revente, ont totalisé 10,1 milliards \$ au 31 juillet 2015, une hausse de 1,8 milliard \$ comparativement aux liquidités au 31 octobre 2014 et de 1,7 milliard \$ par rapport à celles au 31 juillet 2014. Le niveau plus élevé de liquidités détenues a servi en partie à soutenir l'acquisition d'un portefeuille de prêts de 0,6 milliard \$ au début d'août ainsi que la croissance interne prévue des prêts de la Banque, notamment dans les portefeuilles de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux. La hausse reflète également la souscription de dépôts de sources multiples. Dans l'ensemble, la Banque continue de gérer avec prudence le niveau de ses liquidités et de détenir des liquidités suffisantes pour respecter ses obligations financières actuelles et futures, dans des conditions tant normales qu'exceptionnelles.

Prêts

Les prêts et les acceptations bancaires, déduction faite des provisions cumulatives, se sont établis à 28,5 milliards \$ au 31 juillet 2015, une hausse de 1,2 milliard \$ par rapport à ceux au 31 octobre 2014, la solide croissance soutenue des portefeuilles de prêts aux entreprises à marge plus élevée de la Banque et du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels de B2B Banque ayant été légèrement contrebalancée par les remboursements nets continus dans le portefeuille de prêts à l'investissement. Les prêts commerciaux, y compris les acceptations bancaires, ont augmenté de 422,8 millions \$, ou 13 %, depuis le 31 octobre 2014, et les prêts hypothécaires commerciaux ont augmenté de 319,5 millions \$, ou 12 %, au cours de la même période. La Banque continue de se concentrer sur la croissance de ses activités commerciales. Les prêts personnels ont diminué de 272,1 millions \$, ou 4 %, depuis le 31 octobre 2014, reflétant surtout la réduction continue du portefeuille de prêts à l'investissement, quoique relativement plus lentement qu'aux périodes précédentes. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 755,0 millions \$ par rapport à ceux au 31 octobre 2014, sous l'impulsion surtout de l'amélioration des solutions hypothécaires de B2B Banque.

Passif

Les dépôts de particuliers étaient de 19,0 milliards \$ au 31 juillet 2015, soit 0,3 milliard \$ de plus qu'au 31 octobre 2014, tandis que les dépôts d'entreprises et autres ont augmenté de 1,0 milliard \$ depuis le 31 octobre 2014, pour s'établir à 6,8 milliards \$ au 31 juillet 2015. La Banque continue d'optimiser sa stratégie de financement actuelle en se concentrant sur les dépôts de clients au moyen de son réseau de succursales ou de ses relations avec les conseillers de B2B Banque, tout en ayant davantage recours à des sources de financement institutionnel. Les dépôts de particuliers représentaient 74 % du total des dépôts au 31 juillet 2015, en diminution par rapport à 76 % au 31 octobre 2014, et ont contribué à la solidité en matière de liquidités de la Banque.

La dette liée aux activités de titrisation totalisant 5,2 milliards \$ demeure une source privilégiée de financement à taux fixe et a augmenté de 381,5 millions \$, ou 8 %, depuis le 31 octobre 2014, du fait de la participation de la Banque au programme des obligations hypothécaires du Canada et aux conduits de titrisation de prêts hypothécaires à vendeurs multiples. La dette subordonnée n'a relativement pas changé depuis le 31 octobre 2014 et s'est établie à 0,4 milliard \$ au 31 juillet 2015.

Capitaux propres

Les capitaux propres se sont élevés à 1 630,2 millions \$ au 31 juillet 2015, comparativement à 1 544,6 millions \$ au 31 octobre 2014. Cette augmentation de 85,6 millions \$ s'explique principalement par la contribution du résultat net pour la période de neuf mois, déduction faite des dividendes déclarés, ainsi que par la variation nette dans le cumul des autres éléments du résultat global. La valeur comptable par action ordinaire de la Banque a augmenté et s'établissait à 47,45 \$ au 31 juillet 2015, comparativement à



45,89 \$ au 31 octobre 2014. Au 27 août 2015, 28 956 619 actions ordinaires et 8 000 options d'achat d'actions étaient en circulation.

Gestion du capital

Fonds propres réglementaires

Le calcul des fonds propres réglementaires est assujéti aux lignes directrices publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF) qui découlent du cadre normatif sur les fonds propres à risque élaboré par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (CBCB). Selon les exigences transitoires de la ligne directrice intitulée « Normes de fonds propres du BSIF » (la ligne directrice NFP), les ratios minimums des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, des fonds propres de catégorie 1 et du total des fonds propres ont été établis respectivement à 4,5 %, 6,0 % et 8,0 % pour 2015 et, pour la Banque, seront ajustés progressivement pour atteindre respectivement 7,0 %, 8,5 % et 10,5 % d'ici 2019, compte tenu de la réserve de conservation des fonds propres.

Dans sa ligne directrice NFP, le BSIF a indiqué qu'il s'attend à ce que les institutions de dépôts atteignent des ratios cibles de fonds propres sans prise en compte des dispositions transitoires au moins équivalents aux ratios minimums des fonds propres de 2019 majorés de la réserve de conservation des fonds propres (la base « tout compris »). La base « tout compris » inclut tous les ajustements réglementaires qui seront requis d'ici 2019, tout en maintenant les règles de retrait progressif des instruments de fonds propres non admissibles. Voir le rapport annuel 2014 de la Banque à la rubrique « Gestion du capital » pour des renseignements additionnels sur les fonds propres réglementaires de la Banque.

Comme l'indique le tableau ci-après, le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires, le ratio des fonds propres de catégorie 1 et le ratio total des fonds propres, sur une base « tout compris », s'établissaient respectivement à 7,7 %, 9,1 % et 11,7 % au 31 juillet 2015. Ces ratios respectent l'ensemble des exigences actuelles.

FONDS PROPRES RÉGLEMENTAIRES ^[1]

En milliers de dollars canadiens,
sauf les pourcentages (non
audité)

	AU 31 JUILLET 2015	AU 31 OCTOBRE 2014	AU 31 JUILLET 2014	
Fonds propres réglementaires				
Fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	1 153 802	\$ 1 087 224	\$ 1 051 085	\$
Fonds propres de catégorie 1	1 373 435	\$ 1 306 857	\$ 1 270 718	\$
Total des fonds propres	1 758 309	\$ 1 747 526	\$ 1 705 687	\$
Total de l'actif pondéré en fonction des risques ^[2]	15 017 481	\$ 13 844 014	\$ 13 714 954	\$

**Ratios des fonds propres
réglementaires**

	Ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires	7,7	%	7,9	%	7,7	%
	Ratio des fonds propres de catégorie 1	9,1	%	9,4	%	9,3	%
	Ratio total des fonds propres	11,7	%	12,6	%	12,4	%

[1] Les montants sont présentés selon la base « tout compris ».

[2] Calculé au moyen de la méthode standard pour évaluer le risque de crédit et le risque opérationnel.

Le ratio des fonds propres de catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires a diminué pour s'établir à 7,7 % au 31 juillet 2015 par rapport à 7,9 % au 31 octobre 2014, les fonds propres générés en interne n'ayant pas contrebalancé entièrement l'incidence de l'augmentation de l'exposition aux entreprises pondérée en fonction des risques, ainsi que la moins-value récente des valeurs mobilières disponibles à la vente et des actifs des régimes de retraite.

Évolution de la réglementation en matière de fonds propres

En décembre 2014, le CBCB a publié à des fins de consultation un document intitulé « Révisions à l'approche standard pour le risque de crédit », dans le cadre de l'initiative plus large du CBCB de renforcer la cohérence et la comparabilité des ratios de fonds propres des banques. Ce document propose de réduire la dépendance aux notations de crédit externes, d'accroître la sensibilité au risque et d'améliorer la comparabilité à l'échelle des banques. La période de commentaires sur ce document consultatif a pris fin le 27 mars 2015. La Banque surveille de près ces événements qui pourraient avoir une incidence sur les exigences en matière de fonds propres à l'avenir.

Ratio de levier selon Bâle III

Les réformes de Bâle III visant les fonds propres sont venues ajouter une exigence en matière de ratio de levier non fondé sur le risque à titre de mesure supplémentaire des exigences de fonds propres fondées sur le risque. En date du 1^{er} janvier 2015, en vertu de la ligne directrice du BSIF relative aux exigences en matière de ratio de levier publiées en octobre 2014, le ratio actif/fonds propres (RAFP) a été remplacé par un nouveau ratio de levier. Il est prévu que les institutions de dépôt fédérales maintiennent un ratio de levier selon Bâle III égal ou supérieur à 3 % en tout temps. Le ratio de levier correspond, selon sa définition actuelle, aux fonds propres de catégorie 1 divisés par l'actif non pondéré au bilan et les engagements, les dérivés et les opérations de financement par titres, comme il est défini dans les exigences. Il diffère de l'exigence du RAFP antérieur du BSIF en incluant davantage d'expositions hors



bilan, et en appliquant une définition plus restreinte des fonds propres (ciblant les fonds propres de catégorie 1 plutôt que le total des fonds propres).

Comme il est indiqué dans le tableau qui suit, le ratio de levier s'établissait à 3,6 % au 31 juillet 2015 et dépassait les exigences actuelles.

RATIO DE LEVIER SELON BÂLE III

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	AU 31 JUILLET	
	2015	
Fonds propres de catégorie 1	1 373 435	\$
Total des expositions non pondérées	38 417 139	\$
Ratio de levier selon Bâle III	3,6	%

Dividendes

Le 19 août 2015, le conseil d'administration a déclaré le dividende régulier sur les actions privilégiées, série 11 et sur les actions privilégiées, série 13 aux actionnaires inscrits en date du 8 septembre 2015. Au cours de sa réunion tenue le 2 septembre 2015, le conseil d'administration a déclaré le versement d'un dividende de 0,56 \$ par action ordinaire, payable le 1^{er} novembre 2015 aux actionnaires inscrits en date du 1^{er} octobre 2015. Comme au trimestre précédent, le conseil d'administration a déterminé que les actions attribuées en vertu du régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque seront achetées sur le marché. Par conséquent, aucun escompte ne s'appliquera au prix d'achat de ces actions ordinaires.

Afficher le communiqué de presse en plein écran

DIVIDENDES SUR ACTIONS ORDINAIRES ET RATIO DU DIVIDENDE VERSÉ

En dollars canadiens, sauf les ratios du dividende versé (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	POUR LES EXERCICES CLOS LES			
	31 JUILLET ET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET ET 2014	31 JUILLET ET 2015	31 OCTOBRE 2014	31 OCTOBRE 2013	31 OCTOBRE 2012	
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,56	\$ 0,54	\$ 0,52	\$ 1,64	\$ 2,06	\$ 1,98	\$ 1,84	\$

Ratio du dividen de versé [1]	38,8	%	40,3	%	40,9	%	41,6	%	45,7	%	52,0	%	37,0	%
Ratio du dividen de versé ajusté [1]	37,8	%	39,2	%	38,6	%	39,3	%	38,7	%	39,0	%	36,9	%

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Gestion des risques

Du fait de la nature de ses activités, la Banque est exposée à divers types de risques. Ces risques sont liés principalement à l'utilisation d'instruments financiers. Afin de gérer ces risques, des mesures de contrôle, telles que des politiques de gestion des risques et diverses limites de risque, ont été mises en œuvre. L'objectif de ces mesures est d'optimiser le ratio rendement/risques dans tous les secteurs opérationnels. Pour plus de renseignements, voir la rubrique « Profil de risque et cadre de gestion des risques » à la page 43 du rapport annuel 2014 de la Banque.

Risque de crédit

Les sections suivantes fournissent des renseignements additionnels sur la qualité du crédit des portefeuilles de prêts de la Banque.

Afficher le communiqué de presse en plein écran

PROVISIONS POUR PERTES SUR PRÊTS

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentage s (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES		
	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	
Prêts personnels	7 968	\$ 7 715	\$ 4 976	\$ 21 233	\$ 17 452	\$
Prêts hypothécaire s résidentiels	1 866	760	1 606	4 149	3 176	
Prêts hypothécaire s commerciau x	(1 227)	(812)	3 759	(131)	4 143	



**BANQUE
LAURENTIENNE**

Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	(1 607)	337	159	249	6 729
	7 000	\$ 8 000	\$ 10 500	\$ 25 500	\$ 31 500
En pourcentage des prêts et des acceptations moyens	0,10	% 0,12	% 0,15	% 0,12	% 0,16

Les provisions pour pertes sur prêts se sont établies à 7,0 millions \$ au troisième trimestre 2015, soit une amélioration de 3,5 millions \$ par rapport aux provisions du trimestre correspondant d'il y a un an et de 1,0 million \$ séquentiellement. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, les provisions pour pertes sur prêts ont diminué de 6,0 millions \$ pour s'établir à 25,5 millions \$ contre 31,5 millions \$ pour la période correspondante de 2014. La diminution des pertes pour le trimestre et la période de neuf mois était attribuable aux règlements favorables plus élevés et de façon générale, à la solide performance au chapitre du crédit, comme il est précisé ci-après. Le niveau actuel des provisions continue de refléter la solidité de la qualité de crédit sous-jacente des portefeuilles de prêts de la Banque et le maintien des faibles taux d'intérêt sur le marché canadien.

Au troisième trimestre 2015, les pertes sur prêts personnels ont augmenté de 3,0 millions \$ par rapport à celles du troisième trimestre 2014 et se sont établies à 8,0 millions \$. Sur une base séquentielle, les pertes sur prêts personnels n'ont que légèrement augmenté de 0,3 million \$. Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2015, les pertes sur prêts personnels ont augmenté de 3,8 millions \$, du fait principalement d'un retour à des niveaux plus normaux de provisions dans les portefeuilles de B2B Banque par rapport aux niveaux de l'exercice précédent.

Au troisième trimestre 2015, les pertes sur prêts hypothécaires résidentiels se sont établies à 1,9 million \$, une augmentation de 0,3 million \$ par rapport à celles du troisième trimestre 2014 et de 1,1 million \$ par rapport à celles du deuxième trimestre 2015. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, les pertes sur prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 1,0 million \$. Le niveau des pertes sur prêts demeure bas en raison des conditions de crédit favorables et des critères de souscription historiquement rigoureux.

Les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et sur prêts commerciaux ont totalisé collectivement un montant négatif de 2,8 millions \$ au troisième trimestre 2015, une baisse de 6,8 millions \$ par rapport à celles du trimestre correspondant de l'exercice précédent, découlant principalement de règlements favorables et des améliorations observées au troisième trimestre 2015. Sur une base séquentielle, les pertes sur prêts subies par ces portefeuilles ont diminué d'un montant combiné de 2,4 millions \$, essentiellement pour la raison précitée. Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, les pertes sur prêts hypothécaires commerciaux et prêts commerciaux ont totalisé 0,1 million \$, contre 10,9 millions \$ pour la période correspondante de 2014. La diminution de 10,8 millions \$ d'un exercice à l'autre est surtout attribuable au montant plus élevé qu'à l'exercice précédent des règlements favorables ainsi qu'à l'amélioration continue des portefeuilles sous-jacents, comme il est mentionné précédemment.

PRÊTS DOUTEUX

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)

**AU 31 JUILLET
2015**

**AU 31 OCTOBRE
2014**

**AU 31 JUILLET
2014**



Prêts douteux, montant brut						
Prêts personnels	15 694	\$	22 359	\$ 24 574	\$	
Prêts hypothécaires résidentiels	32 562		32 843		33 110	
Prêts hypothécaires commerciaux	43 714		16 633		12 759	
Prêts commerciaux et autres (y compris les acceptations)	32 469		30 245		35 546	
	124 439		102 080		105 989	
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts douteux						
Provisions cumulatives individuelles	(13 344)		(21 951)		(27 563)	
Provisions cumulatives collectives	(26 831)		(17 238)		(16 414)	
	(40 175)		(39 189)		(43 977)	
Prêts douteux, montant net						
	84 264	\$	62 891	\$	62 012	\$
Provisions cumulatives collectives pour pertes sur autres prêts						
	(71 528)	\$	(80 182)	\$	(78 245)	\$
Prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations						
Montant brut	0,43	%	0,37	%	0,39	%
Montant net	0,29	%	0,23	%	0,23	%

Les prêts douteux bruts se sont établis à 124,4 millions \$ au 31 juillet 2015, en baisse de 7,4 millions \$ par rapport aux prêts douteux bruts au 30 avril 2015, et en hausse de 22,4 millions \$ par rapport aux prêts douteux bruts de 102,1 millions \$ au 31 octobre 2014. Cette hausse découlait essentiellement de l'augmentation des prêts hypothécaires commerciaux douteux attribuable principalement à un seul prêt adéquatement garanti ainsi que, dans une moindre mesure, à l'incidence de l'accroissement des volumes de prêts. Cette hausse a été contrebalancée en partie par l'amélioration constante du portefeuille de prêts personnels depuis le début de l'exercice. Malgré la hausse globale, les prêts douteux bruts se sont maintenus à des niveaux bas et les emprunteurs continuent de bénéficier du contexte favorable de faibles taux d'intérêt ainsi que des conditions commerciales qui prévalent au Canada.

Depuis le début de l'exercice, les provisions cumulatives individuelles ont diminué de 8,6 millions \$ pour s'établir à 13,3 millions \$, ce qui s'explique principalement par les règlements de prêts commerciaux et de prêts hypothécaires commerciaux douteux. Les provisions cumulatives collectives sur prêts douteux ont augmenté de 9,6 millions \$ au cours de la même période. Les prêts douteux bruts, qui représentaient 0,43 % des prêts et des acceptations au 31 juillet 2015, 0,37 % au 31 octobre 2014 et 0,39 % il y a un an, continuent de se comparer avantageusement à ceux du secteur bancaire canadien.

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement correspond à la possibilité que la Banque ne soit pas en mesure de réunir, au moment approprié et à des conditions raisonnables, les fonds nécessaires pour respecter ses obligations financières. Mis à part les modifications liées aux exigences réglementaires accrues décrites ci-après, le cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement de la Banque n'a subi aucune modification depuis la fin de l'exercice 2014. Le niveau de liquidités et de financement de la Banque continue d'être approprié aux fins de la mise en œuvre de sa stratégie, de sorte que le risque d'illiquidité et de financement demeure largement dans les limites du profil de risque de la Banque.

Évolution de la réglementation en matière de liquidités



En décembre 2010, le CBCB a publié le document intitulé « Bâle III : Dispositif international de mesure, normalisation et surveillance du risque de liquidité » (le dispositif de Bâle III relatif à la liquidité) qui décrit deux nouvelles exigences en matière de liquidité qui s'ajoutent aux mesures supplémentaires relatives à la présentation. Ce document stipule que le ratio de liquidité à court terme (LCR) et le ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR) allaient devenir les normes réglementaires minimales. D'autres mises à jour sur le LCR, le NSFR et les outils de suivi du risque de liquidité ont été publiées en 2013 et en 2014.

En mai 2014, le BSIF a publié une ligne directrice exhaustive de portée nationale, intitulée « Normes de liquidité » (LAR), qui tient compte des normes de liquidité et des outils de suivi du CBCB (LCR et NSFR). À ces exigences s'ajoutent des mesures de surveillance additionnelles, y compris des outils de suivi du risque de liquidité et de liquidité intrajournalière qui sont prises en compte dans le dispositif de Bâle III relatif à la liquidité et l'outil de surveillance des flux de trésorerie nets cumulatifs (FTNC) du BSIF. La ligne directrice LAR a ensuite été mise à jour en novembre 2014 afin de clarifier l'interprétation et l'application de certaines consignes. La date de mise en œuvre de la norme sur le ratio LCR était le 1^{er} janvier 2015. Pendant le trimestre, la Banque a déposé les rapports LCR mensuels auprès du BSIF, qui respectaient amplement l'exigence minimale. La Banque a également déposé les rapports sur l'outil de surveillance des FTNC.

Le 16 juillet 2014, le BSIF a publié des exigences en matière de divulgation relatives au LCR pour les banques d'importance systémique intérieure (BISi) dans la ligne directrice *D-11 - Divulgation publique du ratio de liquidité à court terme des banques d'importance systémique intérieure*. Ces exigences s'appliquent à compter du deuxième trimestre 2015. Puisque la Banque n'est pas une BISi, elle n'est pas assujettie à ces exigences en matière de divulgation.

Le 22 juin 2015, le CBCB a publié les normes relatives à la divulgation du NSFR, après la publication de la norme du NSFR en octobre 2014. La période de commentaires sur ce document consultatif a pris fin en mars 2015. La Banque surveillera l'évolution de ces nouveautés à mesure qu'elles s'appliqueront.

Risque de marché

Le risque de marché correspond aux pertes financières que peut subir la Banque en raison des fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres qui sous-tendent leur évaluation, notamment les taux d'intérêt, les taux de change ou les cours boursiers. Ce risque est inhérent aux activités de financement, de placement, de négociation et de gestion de l'actif et du passif (GAP) de la Banque.

Les activités de GAP visent à gérer le risque structurel de taux d'intérêt, qui correspond à l'incidence négative potentielle des fluctuations des taux d'intérêt sur les revenus et la valeur économique de la Banque. La gestion dynamique du risque structurel vise à maximiser la rentabilité de la Banque, tout en préservant la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires des fluctuations marquées des taux d'intérêt. Au 31 juillet 2015, l'effet d'une augmentation soudaine et soutenue de 1 % de l'ensemble de la courbe des taux d'intérêt sur la valeur économique des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et sur le revenu net d'intérêt avant impôts se traduisait comme suit :

ANALYSE DE SENSIBILITÉ DU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT STRUCTUREL

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JUILLET 2015	AU 31 OCTOBRE 2014	
Incidence d'une augmentation de 1 % des taux d'intérêt			
Augmentation du revenu net d'intérêt avant impôts au cours des 12 prochains mois	15 493	\$ 10 297	\$



**BANQUE
LAURENTIENNE**

Diminution de la valeur économique des capitaux
propres attribuables aux actionnaires ordinaires (après
impôts sur le résultat)

(35 955)

\$ (21 990)

\$

Le tableau ci-dessus présente la sensibilité aux variations des taux d'intérêt de la Banque au 31 juillet 2015. En règle générale, à long terme, la Banque demeure à l'abri des fluctuations rapides de taux d'intérêt. Toutefois, le moment où des variations du taux de financement à un jour de la Banque du Canada sont annoncées et les variations du taux préférentiel et des taux des acceptations bancaires à court terme qui en découlent peuvent avoir une incidence temporaire sur les marges. À ce titre, des fluctuations trimestrielles du revenu net d'intérêt peuvent se produire, mais dans la limite des seuils de tolérance. La direction continue de prévoir que les taux à long terme resteront à l'intérieur d'une fourchette étroite pour l'instant. Comme présenté ci-haut, la sensibilité du risque de taux d'intérêt structurel de la Banque a augmenté au 31 juillet 2015, reflétant les efforts pour tirer parti des fluctuations des taux d'intérêt à court terme et à long terme, tout en maintenant la sensibilité à ces fluctuations dans les limites de risque approuvées.

Information sectorielle

Cette rubrique présente les activités de la Banque selon sa structure organisationnelle. Les services aux particuliers, aux entreprises, aux intermédiaires financiers et aux clients institutionnels sont offerts par l'intermédiaire des trois secteurs d'activité suivants : Particuliers et Entreprises, qui comprend les groupes Services aux particuliers et Services aux entreprises, B2B Banque ainsi que Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marché des capitaux. Les autres activités de la Banque sont regroupées dans le secteur Autres.

Particuliers et Entreprises

Afficher le communiqué de presse en plein écran

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES		
	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	
Revenu net d'intérêt	104 430	\$ 99 978	\$ 99 591	\$ 305 378	\$ 295 237	\$
Autres revenus	54 291	51 773	50 854	156 647	148 594	
Revenu total	158 721	151 751	150 445	462 025	443 831	
Provisions pour pertes sur prêts	4 295	5 876	8 759	19 343	26 449	
Frais autres que d'intérêt	106 297	103 354	102 355	312 499	302 111	
Résultat avant impôts sur le résultat	48 129	42 521	39 331	130 183	115 271	
Impôts sur le résultat	11 912	10 330	9 378	31 075	26 758	



**BANQUE
LAURENTIENNE**

Résultat net	36 217	\$	32 191	\$	29 953	\$	99 108	\$	88 513	\$
Ratio d'efficacité ^[1]	67,0	%	68,1	%	68,0	%	67,6	%	68,1	%

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

Le résultat net du secteur d'activité Particuliers et Entreprises s'est établi à 36,2 millions \$ pour le troisième trimestre 2015, en hausse de 21 % en comparaison du résultat net de 30,0 millions \$ pour le troisième trimestre 2014.

Le revenu total a augmenté de 8,3 millions \$, ou 6 %, pour passer de 150,4 millions \$ au troisième trimestre 2014 à 158,7 millions \$ au troisième trimestre 2015. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 4,8 millions \$ pour atteindre 104,4 millions \$, signe essentiellement de la croissance de 16 % des volumes des portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts hypothécaires commerciaux d'un exercice à l'autre. Les autres revenus ont été de 3,4 millions \$ plus élevés, pour s'établir à 54,3 millions \$ au troisième trimestre 2015, la hausse des commissions sur les ventes de fonds communs de placement et l'augmentation des commissions sur prêts attribuable à l'accroissement de l'activité de souscription dans les portefeuilles commerciaux ayant plus que contrebalancé la baisse des revenus d'assurance liée au niveau plus important de réclamations.

Les pertes sur prêts ont diminué de 4,5 millions \$, pour passer de 8,8 millions \$ au troisième trimestre 2014 à 4,3 millions \$ au troisième trimestre 2015. Ce recul des pertes était essentiellement attribuable aux règlements favorables et aux améliorations dans les portefeuilles de prêts hypothécaires commerciaux et de prêts commerciaux au troisième trimestre 2015, la qualité de crédit du portefeuille de détail et du portefeuille commercial étant demeurée excellente.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 3,9 millions \$, ou 4 %, passant de 102,4 millions \$ au troisième trimestre 2014 à 106,3 millions \$ au troisième trimestre 2015. L'augmentation de l'effectif des services aux entreprises et les dépenses de technologie supplémentaires engagées aux fins de l'amélioration des systèmes d'administration des comptes dans les succursales à la lumière des nouvelles exigences réglementaires du MRCC 2, comme il est précisé précédemment, ont été contrebalancées en partie par la diminution des salaires découlant de l'optimisation de certaines activités de détail au quatrième trimestre 2014.

En comparaison du résultat net du deuxième trimestre 2015, le résultat net a augmenté de 13 % par suite principalement de l'incidence positive du fait que le troisième trimestre comptait trois jours de plus, de l'augmentation saisonnière des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts et de la baisse des pertes sur prêts dans les portefeuilles commerciaux.

Pour les neuf mois clos le 31 juillet 2015, le résultat net a augmenté de 12 %, passant de 88,5 millions \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent à 99,1 millions \$. Ce rendement est principalement attribuable à la croissance notable des activités à marge élevée, à une solide hausse des autres revenus et à la baisse des pertes sur prêts, en partie contrebalancées par l'augmentation continue des frais de technologie. Le ratio d'efficacité s'est établi à 67,6 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, comparativement à 68,1 % pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. Le secteur a enregistré un levier d'exploitation légèrement positif d'un exercice à l'autre, reflétant l'accent mis sur les autres revenus et les activités à marge plus élevée, ainsi que le contrôle de l'augmentation des dépenses.

B2B Banque

Afficher le communiqué de presse en plein écran

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES

POUR LES NEUF MOIS CLOS
LES



En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)

	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014
Revenu net d'intérêt	45 896	\$ 41 612	\$ 44 402	\$ 129 568	\$ 133 976
Autres revenus	8 652	8 540	8 804	25 908	27 013
Revenu total	54 548	50 152	53 206	155 476	160 989
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle	1 531	1 531	1 511	4 534	8 145
Provisions pour pertes sur prêts	2 705	2 124	1 741	6 157	5 051
Frais autres que d'intérêt	30 615	32 535	30 553	94 130	93 100
Frais liés aux regroupements d'entreprises ^[1]	--	--	1 564	--	9 950
Résultat avant impôts sur le résultat	19 697	13 962	17 837	50 655	44 743
Impôts sur le résultat	5 386	3 830	4 802	13 789	13 193
Résultat net	14 311	\$ 10 132	\$ 13 035	\$ 36 866	\$ 31 550
Ratio d'efficacité ^[2]	56,1	% 64,9	% 60,4	% 60,5	% 64,0
Résultat net ajusté ^[2]	15 436	\$ 11 257	\$ 15 293	\$ 40 199	\$ 45 930
Ratio d'efficacité ajusté ^[2]	56,1	% 64,9	% 57,4	% 60,5	% 57,8

[1] Frais liés à l'intégration de la Fiducie AGF.

[2] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR. Les mesures financières ajustées ne tiennent pas compte des éléments liés aux regroupements d'entreprises désignés comme étant des éléments d'ajustement.

La contribution du secteur d'activité B2B Banque au résultat net comme présenté pour le troisième trimestre 2015 s'est élevée à 14,3 millions \$, en comparaison d'une contribution de 13,0 millions \$ au trimestre correspondant il y a un an. Le résultat net ajusté s'est établi à 15,4 millions \$ pour le troisième trimestre 2015, une légère hausse en comparaison du résultat net de 15,3 millions \$ pour le troisième trimestre 2014.

Le revenu total s'est amélioré, pour passer de 53,2 millions \$ au troisième trimestre 2014 à 54,5 millions \$ au troisième trimestre 2015. Le revenu net d'intérêt a augmenté de 1,5 million \$ par rapport à celui du troisième trimestre 2014, pour atteindre 45,9 millions \$ au troisième trimestre 2015. Cette amélioration découle essentiellement de la hausse des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts et de la solide croissance interne des prêts hypothécaires, notamment les produits hypothécaires alternatifs, qui ont contribué à propulser le taux de croissance des prêts hypothécaires résidentiels au-delà de 10 % et ont soutenu la marge nette d'intérêt. La compression des marges sur certains dépôts a contrebalancé en partie l'augmentation du revenu net d'intérêt, les taux versés aux déposants demeurant élevés en raison



du contexte concurrentiel qui prévaut. Les autres revenus se sont établis à 8,7 millions \$ au troisième trimestre 2015, un niveau relativement inchangé par rapport à celui du troisième trimestre 2014.

Comme il est indiqué ci-dessus, le poste Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle s'est établi à 1,5 million \$ au troisième trimestre 2015, soit le même niveau qu'au troisième trimestre 2014. Voir la note 12 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour de plus amples renseignements.

Au troisième trimestre 2015, les pertes sur prêts ont augmenté de 1,0 million \$ par rapport à celles du troisième trimestre 2014 et se sont établies à 2,7 millions \$. Cette augmentation découle principalement de la hausse des provisions sur les marges de crédit hypothécaire, contrebalancée par la diminution des provisions dans le portefeuille de prêts à l'investissement attribuable à l'atténuation du risque. Malgré cette légère augmentation, les pertes sur prêts sont demeurées très faibles, reflétant la solide qualité de crédit du portefeuille.

Compte non tenu des frais liés aux regroupements d'entreprises, les frais autres que d'intérêt sont demeurés essentiellement inchangés et se sont établis à 30,6 millions \$ pour le troisième trimestre 2015, le secteur ayant exercé un contrôle rigoureux des coûts. Au troisième trimestre 2015, aucuns frais liés aux regroupements d'entreprises n'ont été engagés, les activités d'intégration ayant été finalisées au cours du quatrième trimestre 2014.

Le résultat net comme présenté et ajusté a augmenté de 4,2 millions \$ par rapport à celui du deuxième trimestre 2015, en raison principalement de la hausse du revenu net d'intérêt, attribuable au fait que le trimestre comptait plus de jours, de l'accroissement saisonnier des pénalités sur les remboursements anticipés de prêts et de la solide croissance des prêts hypothécaires résidentiels. La diminution de l'effectif et des frais autres que d'intérêt liés à la campagne de REER du trimestre précédent a également contribué à l'amélioration séquentielle du résultat net ajusté et comme présenté.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, la contribution du secteur d'activité B2B Banque au résultat net ajusté s'est élevée à 40,2 millions \$, en baisse de 5,7 millions \$ par rapport au résultat net ajusté de la période correspondante de 2014. Cette baisse découlait principalement de la baisse du revenu d'intérêt imputable au resserrement de l'ensemble des marges et à la diminution des prêts à l'investissement à marge plus élevée d'un exercice à l'autre, ainsi que de la hausse de la charge d'amortissement attribuable aux projets de TI terminés et de l'augmentation des frais répartis. Compte tenu de l'achèvement des activités d'intégration au quatrième trimestre 2014, le résultat net comme présenté pour les neuf mois clos le 31 juillet 2015 a augmenté de 5,3 millions \$, pour s'établir à 36,9 millions \$, par rapport au résultat net comme présenté de 31,6 millions \$ à la période correspondante de 2014.

Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux

Afficher le communiqué de presse en plein écran

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES		
	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	
Revenu total	17 089	\$ 19 126	\$ 18 492	\$ 53 425	\$ 52 247	\$
Frais autres	13 680	14 511	14 341	42 109	41 487	



que d'intérêt

Résultat avant impôts sur le résultat	3 409	4 615	4 151	11 316	10 760
Impôts sur le résultat	717	502	1 114	2 102	2 887
Résultat net	2 692	\$ 4 113	\$ 3 037	\$ 9 214	\$ 7 873
Ratio d'efficacité ^[1]	80,1	% 75,9	% 77,6	% 78,8	% 79,4

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

La contribution du secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marché des capitaux au résultat net a diminué, pour s'établir à 2,7 millions \$ au troisième trimestre 2015, par rapport à une contribution de 3,0 millions \$ au troisième trimestre 2014. Le revenu total a diminué de 1,4 million \$, pour atteindre 17,1 millions \$ au troisième trimestre 2015, par rapport au revenu total de 18,5 millions \$ pour le troisième trimestre 2014, ce qui s'explique surtout par la diminution des frais de souscription dans le marché des titres de capitaux propres de sociétés à petite capitalisation. La diminution de 0,7 million \$ des frais autres que d'intérêt, qui se sont établis à 13,7 millions \$ au troisième trimestre 2015, est principalement attribuable à la baisse de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction, ce qui est conforme à la diminution des revenus liés aux marchés.

Le résultat net moins élevé de 1,4 million \$ par rapport à celui du deuxième trimestre 2015 reflète surtout les conditions de marché moins favorables pour les activités de souscription.

La contribution au résultat net du secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux a augmenté, pour atteindre 9,2 millions \$ au cours de la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, en comparaison de la contribution de 7,9 millions \$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2014. Le revenu total a augmenté de 1,2 million \$ pour s'établir à 53,4 millions \$ pour les neuf mois clos le 31 juillet 2015, les revenus plus élevés découlant de la croissance des activités de souscription dans le marché des titres à revenu fixe ayant été contrebalancés en partie par les revenus moins élevés tirés des activités de négociation et par les revenus de souscription moins élevés dans le marché des titres de capitaux propres de sociétés à petite capitalisation. L'augmentation de 0,6 million \$ des frais autres que d'intérêt, qui se sont établis à 42,1 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, est principalement attribuable à la hausse de la rémunération liée à la performance, des commissions et des frais de transaction.

Secteur Autres

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES		
	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	
Revenu net d'intérêt	(3 916)	\$ (4 614)	\$ (3 312)	\$ (12 790)	\$ (10 139)	\$
Autres revenus	196	4 264	814	7 341	5 716	
Revenu total	(3 720)	(350)	(2 498)	(5 449)	(4 423)	
Frais autres que d'intérêt	10 445	8 350	7 160	31 746	28 362	



Perte avant impôts sur le résultat	(14 165)	(8 700)	(9 658)	(37 195)	(32 785)
Recouvrement d'impôts sur le résultat	(5 111)	(3 452)	(3 730)	(13 196)	(11 460)
Perte nette	(9 054)	\$ (5 248)	\$ (5 928)	\$ (23 999)	\$ (21 325)
Perte nette ajustée ^[1]	(9 054)	\$ (5 248)	\$ (5 928)	\$ (20 449)	\$ (21 325)

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR. Les mesures financières ajustées ne tiennent pas compte de la charge de rémunération liée à un départ à la retraite désignée comme étant un élément d'ajustement.

Pour le trimestre clos le 31 juillet 2015, le secteur Autres a subi une perte nette comme présentée de 9,1 millions \$ et une perte nette ajustée équivalente, en comparaison d'une perte nette et d'une perte nette ajustée équivalente de 5,9 millions \$ pour le troisième trimestre 2014.

Le revenu net d'intérêt a diminué de 0,6 million \$ pour passer d'un montant négatif de 3,3 millions \$ au troisième trimestre 2014 à un montant négatif de 3,9 millions \$ au troisième trimestre 2015, ce qui s'explique essentiellement par le niveau plus élevé de liquidités à faible rendement détenues pour financer l'acquisition d'un portefeuille de prêts à l'investissement au début d'août. Les autres revenus ont diminué au troisième trimestre 2015, pour passer de 0,8 million \$ au troisième trimestre 2014 à 0,2 million \$, du fait surtout d'une baisse des revenus de trésorerie, y compris la comptabilisation de pertes nettes sur les valeurs mobilières. Les frais autres que d'intérêt ont connu une hausse de 3,3 millions \$ pour atteindre 10,4 millions \$ au troisième trimestre 2015, en comparaison de ceux de 7,2 millions \$ pour le troisième trimestre 2014, du fait principalement de l'augmentation des frais non répartis liés aux projets de TI et à la réglementation.

Sur une base séquentielle, l'augmentation de 3,8 millions \$ de la perte nette comme présentée et de la perte nette ajustée équivalente du secteur était imputable essentiellement à une diminution de 4,1 millions \$ des autres revenus et découlait surtout de la comptabilisation de pertes nettes sur les valeurs mobilières au troisième trimestre, ces facteurs ayant été contrebalancés en partie par le revenu plus élevé tiré des activités de négociation. Les autres revenus du deuxième trimestre 2015 comprenaient également un profit de 1,3 million \$ sur la réévaluation de certains dérivés utilisés dans les activités de couverture. Pour le troisième trimestre 2015, les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 2,1 millions \$ en raison de l'augmentation des frais non répartis liés à des projets.

Pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015, le secteur Autres a enregistré une contribution négative de 20,4 millions \$ au résultat net ajusté comparativement à une contribution négative de 21,3 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014. L'amélioration de 0,9 million \$ de la perte nette ajustée découlait surtout d'une baisse de 1,5 million \$ des frais autres que d'intérêt ajustés qui reflète la répartition des frais de technologie plus importante aux autres secteurs d'activité. Compte tenu d'une charge de rémunération de 4,9 millions \$ liée à un départ à la retraite engagée au premier trimestre 2015, le résultat net comme présenté pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2015 s'est établi à un montant négatif de 24,0 millions \$, contre un montant négatif de 21,3 millions \$ pour la période de neuf mois close le 31 juillet 2014.

Données financières supplémentaires - Résultats trimestriels

Afficher le communiqué de presse en plein écran

En milliers de dollars canadiens, sauf	31	30	31	31	31	30	31	31
	JUIL	AV	JAN	OCT	JUIL	AV	JAN	OCT
	LET	RIL	VIE	OBR	LET	RIL	VIE	OBR



**BANQUE
LAURENTIENNE**

les données par action et les pourcentages (non audité)	2015	2014	R 2015	E 2014	2014	2013	R 2014	E 2013
Revenu net d'intérêt	147	137	139	140	141	138	140	141
	229	\$ 691	\$ 496	\$ 149	\$ 249	\$ 726	\$ 856	\$ 437
	79	82	78	81	78	78	75	74
Autres revenus	409	988	664	272	396	164	253	094
Revenu total	226	220	218	221	219	216	216	215
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis et réévaluation de la contrepartie éventuelle	1	1	1		1	5	1	
Provisions pour pertes sur prêts	531	531	472	1 508	511	498	136	1 006
Frais autres que d'intérêt	7	8	10	10	10	10	10	10
	000	000	500	500	500	500	500	000
	161	158	160	166	155	159	159	172
	037	750	697	299	973	904	133	651
Résultat avant impôts sur le résultat	57	52	45	43	51	40	45	31
Impôts sur le résultat	070	398	491	114	661	988	340	874
	12	11	9		11	9	9	
	904	210	656	9 360	564	999	815	6 008
Résultat net	44	41	35	33	40	30	35	25
	166	\$ 188	\$ 835	\$ 754	\$ 097	\$ 989	\$ 525	\$ 866
Résultat par action								
de base	1,44	\$ 4	\$ 1,16	\$ 1,09	\$ 1,27	\$ 9	\$ 1,16	\$ 0,82
dilué	1,44	\$ 4	\$ 1,15	\$ 1,09	\$ 1,27	\$ 9	\$ 1,16	\$ 0,82
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ^[1]	12,1	11,8	9,9	9,5	11,2	9,2	10,5	7,6
Actif au bilan ^[2] (en millions de dollars canadiens)	39	37	37	36	36	35	34	33
	558	\$ 656	\$ 435	\$ 483	\$ 289	\$ 932	\$ 273	\$ 911

**Mesures
financières
ajustées**

Résultat net ajusté ^[1]	45	42	40	42	42	39	39	38
Résultat	291	\$ 313	\$ 468	\$ 591	\$ 355	\$ 375	\$ 261	\$ 526
	1,48	\$ 1,3	\$ 1,32	\$ 1,39	\$ 1,35	\$ 1,2	\$ 1,29	\$ 1,26

dilué
par
action
ajusté
[1]
Rend
ement
des
capita
ux
propre
s
attribu
ables
aux
action
naires
ordina
ires
ajusté
[1]

	12,4	%	1	%	11,3	%	12,2	%	11,9	%	9	%	11,7	%	11,7	%
--	------	---	---	---	------	---	------	---	------	---	---	---	------	---	------	---

[1] Voir la rubrique sur les mesures financières non conformes aux PCGR.

[2] Les chiffres comparatifs de 2014 tiennent compte de l'adoption des modifications à l'IAS 32, *Instruments financiers: présentation*. Les chiffres comparatifs de 2013 n'ont pas été retraités. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

Méthodes comptables

Un sommaire des principales méthodes comptables auxquelles se conforme la Banque est présenté aux notes 2 et 3 des états financiers consolidés annuels audités de 2014. Une analyse des méthodes et estimations comptables critiques qui portent sur les principaux montants comptabilisés dans les états financiers consolidés ou sur lesquels la direction doit porter un jugement figure aux pages 61 à 64 du rapport annuel 2014. Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour le troisième trimestre 2015 ont été préparés conformément à ces méthodes comptables, à l'exception des modifications de normes comptables présentées ci-après.

Modifications de méthodes comptables

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2014, la Banque a adopté les modifications apportées à la norme existante relative à la compensation des instruments financiers, comme il est mentionné à la rubrique « Modifications à la présentation de l'information financière », ainsi que les nouvelles normes et modifications sur les droits ou taxes et la comptabilité de couverture lors de la novation de dérivés. La note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités contient des renseignements supplémentaires sur les nouvelles normes, les modifications à des normes existantes et les nouvelles méthodes comptables.

Modifications de normes comptables à venir

L'IASB a publié de nouvelles normes et des modifications à des normes existantes sur les instruments financiers, les produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients et la présentation des états financiers. Ces modifications de normes comptables à venir s'appliqueront pour la Banque à divers exercices ouverts à compter du 1^{er} novembre 2016, au plus tôt. La Banque évalue en ce moment l'incidence de l'adoption de ces normes sur ses états financiers. La note 3 des états financiers consolidés



résumés intermédiaires non audités contient des renseignements supplémentaires sur les nouvelles normes et les modifications à des normes existantes.

Régie d'entreprise et modifications au contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du troisième trimestre clos le 31 juillet 2015, il n'y a eu aucune modification aux politiques, procédures et autres processus de la Banque relatifs au contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait raisonnablement avoir une incidence importante sur son contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Le conseil d'administration et le comité d'audit de la Banque Laurentienne ont examiné ce document avant sa diffusion.

Mesures financières non conformes aux PCGR

La Banque utilise à la fois les principes comptables généralement reconnus (PCGR) et certaines mesures financières non conformes aux PCGR afin d'évaluer sa performance. Les mesures financières non conformes aux PCGR n'ont pas de définition normalisée selon les PCGR et peuvent difficilement être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres émetteurs. La Banque considère que ces mesures financières non conformes aux PCGR fournissent aux investisseurs et aux analystes des renseignements utiles afin de leur permettre de mieux apprécier ses résultats financiers et d'effectuer une analyse plus rigoureuse de son potentiel de rentabilité et de croissance. Les mesures financières de la Banque non conformes aux PCGR sont définies comme suit :

Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de la Banque sont définis comme le total de la valeur des actions ordinaires, des résultats non distribués et du cumul des autres éléments du résultat global, compte non tenu des réserves de couvertures de flux de trésorerie.

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires

Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires constitue une mesure de rentabilité calculée comme le résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires en pourcentage des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires.

Afficher le communiqué de presse en plein écran

RENDEMENT DES CAPITAUX PROPRES ATTRIBUABLES AUX ACTIONNAIRES ORDINAIRES

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES		
	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	
Résultat net attribuable aux actionnaires	41 767	\$ 38 790	\$ 36 509	\$ 113 993	\$ 98 021	\$



**BANQUE
LAURENTIENNE**

ordinaires comme présenté Éléments d'ajustement , après impôts sur le résultat	1 125	1 125	2 258	6 883	14 380	
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires ajusté	42 892	\$ 39 915	\$ 38 767	\$ 120 876	\$ 112 401	\$
Capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires	1 372 357	\$ 1 348 139	\$ 1 293 891	\$ 1 352 020	\$ 1 271 287	\$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	12,1	% 11,8	% 11,2	% 11,3	% 10,3	%
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ajusté	12,4	% 12,1	% 11,9	% 12,0	% 11,8	%

Valeur comptable de l'action ordinaire

La valeur comptable de l'action ordinaire de la Banque est définie comme les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisés par le nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin de la période.

Actif productif moyen

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2014, la Banque a modifié sa définition de l'actif productif moyen, comme il est décrit à la rubrique « Modifications à la présentation de l'information financière » ci-après. Toutes les mesures financières pour les trimestres et l'exercice clos en 2014 ont été modifiées en conséquence.

L'actif productif moyen comprend les prêts de la Banque, déduction faite des provisions cumulatives, ainsi que les dépôts portant intérêt auprès d'autres banques, les valeurs mobilières, les valeurs acquises en vertu de conventions de revente utilisées dans les activités de trésorerie de la Banque, mais ne tient pas



compte de l'actif productif moyen du secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux. Les moyennes sont fondées sur les soldes quotidiens pour la période.

Marge nette d'intérêt

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2014, la Banque a modifié sa définition de la marge nette d'intérêt, comme il est décrit à la rubrique « Modifications à la présentation de l'information financière » ci-après. Toutes les mesures financières pour les trimestres et l'exercice clos en 2014 ont été modifiées en conséquence.

La marge nette d'intérêt est le ratio du revenu net d'intérêt sur l'actif productif moyen, exprimé en pourcentage ou en points de base.

Ratio d'efficacité et levier d'exploitation

La Banque utilise le ratio d'efficacité comme mesure de la productivité et du contrôle des coûts. Ce ratio est défini comme les frais autres que d'intérêt en pourcentage du revenu total. La Banque utilise également le levier d'exploitation comme mesure d'efficacité. Le levier d'exploitation est l'écart entre le taux de croissance du revenu total et celui des frais autres que d'intérêt.

Ratio du dividende versé

Le ratio du dividende versé est défini comme les dividendes déclarés par action ordinaire en pourcentage du résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires.

Rendement de l'action

Le rendement de l'action est défini comme le quotient obtenu en divisant les dividendes déclarés par action ordinaire par le cours de clôture de l'action ordinaire.

Mesures financières ajustées

Certaines analyses présentées dans le présent document reposent sur les activités principales de la Banque et ne tiennent donc pas compte de l'effet de certains montants désignés comme étant des éléments d'ajustement, comme il est présenté ci-après et dans le tableau de la rubrique sur les éléments d'ajustement.

Éléments d'ajustement

Les éléments d'ajustement sont liés aux regroupements d'entreprises ainsi qu'aux plans de restructuration et à une charge de rémunération spéciale liée à un départ à la retraite.

Les éléments liés aux regroupements d'entreprises ont trait à des profits et à des charges spéciaux découlant des acquisitions. Le profit d'acquisition non récurrent et l'amortissement connexe de la prime nette sur les instruments financiers acquis sont considérés comme des éléments d'ajustement puisque la direction considère qu'ils représentent des ajustements importants non récurrents et sans effet de trésorerie. La réévaluation de la contrepartie éventuelle et les frais liés aux regroupements d'entreprises ont été désignés comme étant des éléments d'ajustement en raison de l'importance des montants et du fait qu'ils ne sont pas récurrents. Les éléments liés aux regroupements d'entreprises sont inclus dans les résultats comme présentés du secteur d'activité B2B Banque.



Les charges de restructuration découlent d'un réaligement des priorités stratégiques et comprennent des indemnités de départ et des pertes de valeur liées à des projets de TI. Ces charges ont été désignées comme étant des éléments d'ajustement en raison de leur nature non récurrente et de l'importance des montants. Les charges de restructuration sont incluses dans les résultats comme présentés du secteur d'activité Particuliers et Entreprises et du secteur Autres.

La charge de rémunération a trait à l'ajustement au contrat d'emploi du chef de la direction de la Banque, M. Robitaille, apporté à la suite de l'annonce de son départ à la retraite. Cette charge a été désignée comme un élément d'ajustement en raison de sa nature et de l'importance du montant. La charge de rémunération est incluse dans le résultat comme présenté du secteur Autres.

Modifications à la présentation de l'information financière - compensation des instruments financiers et incidence sur la marge nette d'intérêt

Le 1^{er} novembre 2014, la Banque a adopté les modifications apportées à l'IAS 32, *Instruments financiers : Présentation*, qui clarifiaient les exigences en matière de compensation des instruments financiers. Par conséquent, certaines valeurs acquises en vertu de conventions de revente et d'engagements connexes qui ont été compensés antérieurement au bilan sont désormais présentés selon leur montant brut. Ces retraitements ont entraîné une augmentation de l'actif total et du passif total, mais n'ont pas eu d'incidence sur le résultat global, les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires ou les flux de trésorerie de la Banque. Le tableau ci-après présente les ajustements.

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU JUILLET 31 2014	AU 31 OCTOBRE 2014
Actif total - Comme présenté antérieurement	34 328 155	\$ 34 848 681
Incidence de l'adoption des modifications à l'IAS 32 sur l'actif total	1 961 122	1 634 104
Actif total	36 289 277	\$ 36 482 785

À la lumière de ces modifications, la Banque a passé en revue l'utilisation qu'elle fait de la marge nette d'intérêt à titre de mesure financière pour présenter un indicateur plus utile qui soit davantage conforme à la pratique de l'industrie. Désormais, la marge nette d'intérêt est définie comme le ratio du revenu net d'intérêt par rapport à l'actif productif moyen, compte non tenu de l'actif productif moyen du secteur d'activité Valeurs mobilières Banque Laurentienne et Marchés des capitaux (« VMBL et MC »). Cette nouvelle mesure est axée sur les activités bancaires et élimine la volatilité de la marge nette d'intérêt liée à la variation des actifs utilisés dans les activités de courtage et les opérations de négociation. Pour les trimestres et l'exercice clos en 2014, les mesures de la marge nette d'intérêt et de l'actif productif moyen ont été modifiées en conséquence et sont présentées dans le tableau ci-après.

Afficher le communiqué de presse en plein écran

En milliers de dollars canadiens, sauf les pourcentages (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES		POUR LES NEUF MOIS CLOS LES		POUR L'EXERCICE CLOS LE
	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	31 OCTOBRE 2014
Revenu net d'intérêt (A)	147 229	\$ 141 249	424 416	\$ 420 831	\$ 560 980
Actif moyen - Comme	s. o.	34 030	s. o.	33 818	34 023 265
		333		073	



**BANQUE
LAURENTIENNE**

présenté
antérieurement
(B)

Actif productif
moyen -
Comme

présenté		32 914		32 800		
antérieurement	s. o.	630	s. o.	707		32 974 163

Incidence
de
l'adoption
des
modification
s à l'IAS 32
sur l'actif
productif
moyen

	s. o.	2 209	s. o.	1 450		
		391		801		1 536 926

Actif
productif
moyen de
VMBL et
MC

	s. o.	(5 407	s. o.	(4 505		(4 654
		252)		311)		654)

Actif productif
moyen -

Mesure mise à	31 555	29 716	30 804	29 746		
jour ©	760	\$ 769	\$ 037	\$ 197	\$	29 856 435 \$

Marge nette
d'intérêt -
Comme prése
ntée
antérieurement
(A/B)

	s. o.	1,65	%	s. o.	1,66	%	1,65	%
--	--------------	------	---	--------------	------	---	------	---

Marge nette
d'intérêt -
Mesure mise à
jour (A/C)

	1,85	%	1,89	%	1,84	%	1,89	%	1,88	%
--	-------------	---	------	---	-------------	---	------	---	------	---

À propos de la Banque Laurentienne

La Banque Laurentienne du Canada est une institution bancaire dont les activités s'étendent à la grandeur du Canada. La Banque sert un million et demi de clients partout au pays. Elle emploie plus de 3 700 personnes dont le talent et le dévouement font d'elle un joueur solide dans plusieurs segments de marché. La Banque gère un actif au bilan de plus de 39 milliards \$, de même que des actifs administrés de 43 milliards \$.

La Banque Laurentienne se démarque par l'excellence et la simplicité de ses services. La Banque répond aux besoins des particuliers par l'intermédiaire de son réseau de succursales et de son offre virtuelle. Elle jouit également d'une solide réputation auprès des petites et moyennes entreprises et des promoteurs immobiliers, grâce à ses équipes spécialisées situées partout au Canada, notamment en Ontario, au Québec, en Alberta, en Colombie-Britannique et en Nouvelle-Écosse. Sa filiale B2B Banque est quant à elle un leader canadien dans la fourniture de produits et services bancaires et d'investissements aux conseillers financiers et aux courtiers, tandis que l'expertise et l'efficacité des services de courtage de plein exercice de Valeurs mobilières Banque Laurentienne sont largement reconnues à la grandeur du pays.



Accès aux documents traitant des résultats trimestriels

Les investisseurs, médias et autres parties intéressées peuvent consulter le présent communiqué de presse, les états financiers consolidés intermédiaires, l'information financière supplémentaire et notre rapport aux actionnaires qui sont disponibles sur notre site Web à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Conférence téléphonique

La Banque Laurentienne invite les représentants des médias et le public à se joindre aux analystes financiers pour la conférence téléphonique qui se tiendra à 14 h, heure de l'Est, le mercredi 2 septembre 2015. Un numéro de téléphone sans frais 416 204-9702 ou 1 800 524-8850 permet d'écouter cette conférence en direct, en mode écoute seulement.

L'enregistrement de cette conférence téléphonique sera disponible en différé le mercredi 2 septembre 2015, à compter de 17 h, jusqu'à 17 h, le 1^{er} octobre 2015, au numéro 647 436-0148 ou 1 888 203-1112, code 2687057. Les personnes intéressées peuvent également écouter cette conférence sur le site Internet de la Banque, à l'adresse www.banquelaurentienne.ca, à la section Relations avec les investisseurs. Ce site fournit également de l'information financière additionnelle.

États financiers consolidés résumés intermédiaires non audités

Les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités pour la période close le 31 juillet 2015, y compris les notes des états financiers consolidés, sont également disponibles sur le site Web de la Banque à l'adresse www.banquelaurentienne.ca.

Bilan consolidé ^[1]

En milliers de dollars canadiens (non audité)	AU 31 JUILLET 2015	AU 31 OCTOBRE 2014	AU 31 JUILLET 2014
ACTIF			
Trésorerie et dépôts non productifs d'intérêts auprès d'autres banques	101 886	\$ 126 247	\$ 86 811
Dépôts productifs d'intérêts auprès d'autres banques	58 501	122 608	68 470
Valeurs mobilières			
Disponibles à la vente	2 309 028	2 577 017	2 096 307
Détenues jusqu'à l'échéance	536 630	323 007	97 786
Détenues à des fins de transaction	2 374 329	1 980 436	2 230 169
	5 219 987	4 880 460	4 424 262
Valeurs acquises en vertu de conventions de revente	4 701 479	3 196 781	3 765 543
Prêts			
Personnels	6 520 944	6 793 078	6 915 950
Hypothécaires résidentiels	15 580 496	14 825 541	14 726 535
Hypothécaires commerciaux	2 970 776	2 651 271	2 571 309

**BANQUE
LAURENTIENNE**

Commerciaux et autres	3 175 314	2 794 232	2 700 858	
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	407 179	365 457	360 674	
	28 654 709	27 429 579	27 275 326	
Provisions cumulatives pour pertes sur prêts	(111 703)	(119 371)	(122 222)	
	28 543 006	27 310 208	27 153 104	
Autres				
Immobilisations corporelles	58 267	68 750	72 250	
Dérivés	327 763	132 809	119 810	
Goodwill	64 077	64 077	64 077	
Logiciels et autres immobilisations incorporelles	187 729	207 188	209 764	
Actif d'impôt différé	2 604	7 936	14 886	
Autres actifs	292 426	365 721	310 300	
	932 866	846 481	791 087	
	39 557 725	\$ 36 482 785	\$ 36 289 277	\$
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES				
Dépôts				
Particuliers	19 008 763	\$ 18 741 981	\$ 18 782 447	\$
Entreprises, banques et autres	6 791 281	5 781 045	5 430 098	
	25 800 044	24 523 026	24 212 545	
Autres				
Engagements au titre des valeurs vendues à découvert	2 428 506	1 562 477	1 579 354	
Engagements au titre des valeurs vendues en vertu de conventions de rachat	2 727 938	2 215 965	2 442 021	
Acceptations	407 179	365 457	360 674	
Dérivés	157 933	90 840	94 621	
Passif d'impôt différé	4 338	10	517	
Autres passifs	707 127	869 029	811 685	
	6 433 021	5 103 778	5 288 872	
Dettes liées aux activités de titrisation	5 245 340	4 863 848	4 824 777	



Dettes subordonnées	449 084	447 523	446 995
Capitaux propres			
Actions privilégiées	219 633	219 633	219 633
Actions ordinaires	466 334	465 854	460 757
Résultats non distribués	908 131	848 905	824 925
Cumul des autres éléments du résultat global	36 102	10 127	10 682
Réserve pour paiements fondés sur des actions	36	91	91
	1 630 236	1 544 610	1 516 088
	39 557 725	\$ 36 482 785	\$ 36 289 277

[1] Les chiffres comparatifs de 2014 tiennent compte de l'adoption des modifications à l'IAS 32, *Instruments financiers: présentation*. Voir la note 2 des états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités.

État du résultat consolidé

Afficher le communiqué de presse en plein écran

En milliers de dollars canadiens, sauf les données par action (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES		
	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	
Revenu d'intérêt						
Prêts	262 692	\$ 251 074	\$ 266 872	\$ 777 315	\$ 796 282	\$
Valeurs mobilières	10 045	9 749	9 922	30 931	30 379	
Dépôts auprès d'autres banques	263	151	201	629	576	
Autres, incluant les dérivés	16 273	14 441	10 403	41 354	30 758	
	289 273	275 415	287 398	850 229	857 995	
Frais d'intérêt						
Dépôts	108 999	105 568	112 232	327 593	335 063	
Dettes liées aux activités de titrisation	28 627	28 068	29 758	85 548	89 427	
Dettes subordonnées	4 033	3 938	4 038	12 008	12 002	
Autres	385	150	121	664	672	
	142 044	137 724	146 149	425 813	437 164	
Revenu net d'intérêt	147 229	137 691	141 249	424 416	420 831	
Autres revenus						
Frais et	36 450	34 935	35 983	106 300	103 702	



commissions sur prêts et dépôts					
Revenus tirés des activités de courtage	15 663	17 373	16 667	48 036	48 866
Revenus liés aux comptes d'investissement	7 636	7 731	7 772	22 886	24 142
Revenus tirés de la vente de fonds communs de placement	10 164	10 226	7 546	28 544	21 277
Revenus d'assurance, montant net	3 649	3 823	4 670	12 285	14 047
Revenus de trésorerie et de marchés financiers	3 479	6 837	3 909	16 745	11 014
Autres revenus	2 368	2 063	1 849	6 265	8 765
	79 409	82 988	78 396	241 061	231 813
Revenu total	226 638	220 679	219 645	665 477	652 644
Amortissement de la prime nette sur les instruments financiers acquis	1 531	1 531	1 511	4 534	8 145
Provisions pour pertes sur prêts	7 000	8 000	10 500	25 500	31 500
Frais autres que d'intérêt					
Salaires et avantages du personnel	84 753	83 543	82 938	256 590	252 885
Frais d'occupation de locaux et technologie	50 149	48 782	45 465	147 327	137 047
Autres	26 135	26 425	26 006	76 567	75 128
Frais liés aux regroupements d'entreprises	--	--	1 564	--	9 950
	161 037	158 750	155 973	480 484	475 010
Résultat avant impôts sur le résultat	57 070	52 398	51 661	154 959	137 989
Impôts sur le résultat	12 904	11 210	11 564	33 770	31 378
Résultat net	44 166	\$ 41 188	\$ 40 097	\$ 121 189	\$ 106 611
Dividendes sur actions privilégiées, y compris les impôts connexes	2 399	2 398	3 588	7 196	8 590
Résultat net attribuable aux actionnaires ordinaires	41 767	\$ 38 790	\$ 36 509	\$ 113 993	\$ 98 021



Nombre moyen
d'actions ordinaires
en circulation (en
milliers)

de base	28 951	28 945	28 775	28 946	28 674	
dilué	28 956	28 952	28 783	28 953	28 681	
Résultat par action						
de base	1,44	\$ 1,34	\$ 1,27	\$ 3,94	\$ 3,42	\$
dilué	1,44	\$ 1,34	\$ 1,27	\$ 3,94	\$ 3,42	\$
Dividendes déclarés par action						
Actions ordinaires	0,56	\$ 0,54	\$ 0,52	\$ 1,64	\$ 1,54	\$
Actions privilégiées - série 10	s. o.	s. o.	0,33	\$ s. o.	0,98	\$
Actions privilégiées - série 11	0,25	\$ 0,25	\$ 0,25	\$ 0,75	\$ 0,75	\$
Actions privilégiées - série 13	0,27	\$ 0,27	\$ 0,22	\$ 0,81	\$ 0,22	\$

État du résultat global consolidé

Afficher le communiqué de presse en plein écran

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES	
	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014
Résultat net	44 166	\$ 41 188	\$ 40 097	\$ 121 189	\$ 106 611
Autres éléments du résultat global, nets d'impôts					
Éléments qui peuvent ultérieurement être reclassés à l'état du résultat					
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	(10 301)	(1 565)	2 453	(11 523)	9 152
Reclassement en résultat net	1 031	(798)	(1 532)	(2 389)	(3 829)



des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente						
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	23 893	(24 071)	2 254	39 887	(165)	
	14 623	(26 434)	3 175	25 975	5 158	
Éléments qui ne peuvent ultérieurement être reclassés à l'état du résultat						
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	(6 138)	1 271	(6 508)	(7 291)	(2 886)	
Résultat global	52 651	\$ 16 025	\$ 36 764	\$ 139 873	\$ 108 883	\$

Impôts sur le résultat -- Autres éléments du résultat global

Les impôts sur le résultat liés à chaque composante des autres éléments du résultat global sont présentés dans le tableau suivant.

Afficher le communiqué de presse en plein écran

En milliers de dollars canadiens (non audité)	POUR LES TRIMESTRES CLOS LES			POUR LES NEUF MOIS CLOS LES		
	31 JUILLET 2015	30 AVRIL 2015	31 JUILLET 2014	31 JUILLET 2015	31 JUILLET 2014	
Charge (recouvrement) d'impôt lié à :						
Profits latents nets (pertes latentes nettes) sur les valeurs	(3 358)	\$ (665)	\$ 831	\$ (3 932)	\$ 3 177	\$



**BANQUE
LAURENTIENNE**

mobilières disponibles à la vente						
Reclassement en résultat net des (profits nets) pertes nettes sur les valeurs mobilières disponibles à la vente	311	(370)	(558)	(1 099)	(1 397)	
Variation nette de la valeur des dérivés désignés comme couvertures de flux de trésorerie	8 702	(8 773)	829	14 553	(54)	
Écarts actuariels sur les régimes d'avantages du personnel	(2 251)	466	(2 386)	(2 674)	(1 058)	
	3 404	\$ (9 342)	\$ (1 284)	\$ 6 848	\$ 668	\$

État de la variation des capitaux propres consolidé

Afficher le communiqué de presse en plein écran

POUR LES NEUF MOIS CLOS LE 31 JUILLET 2015

		CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL						
		A	R	VA	C		R	
		C	É	LE	O		ÉS	
		T	S	U	UV		E	
		I	U	RS	ER		R	
		O	L	M	TU		VE	
		N	A	O	RE		P	
		S	T	BI	S		O	
		O	S	LI	DE		U	
		R	N	ÈR	FL		R	
		DI	O	ES	UX		P	
		N	N	DI	DE		AI	
		AI	D	SP	TR	T	E	
		R	I	O	ÉS	O	M	
		E	S	NI	O	T	E	
		S	T	BL	RE	A	NT	
		S		ES	RI	L	S	
En milliers de dollars canadiens (non audités)	AC TIO NS PRI VIL ÉGI ÉE S	OR DI N AI R E S	ANTIONNIDIST	VALÉRSUMOBIÈRES	COURTUVERTURES	TOTAL	RÉSERVE POPULAIRE MONTANTS	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES



**BANQUE
LAURENTIENNE**

			R I B U É S		À L A V E N T E		E				F O N D É S S U R D E S A C T I O N S		
			4		8								1
Solde			6		4				1				4
au 31	21		5		8				0				4
octobr	9		8		9		13	(3	1				6
e	63		5		0		33	21	2				1
2014	3	\$	4	\$	5	\$	7	0)	7	\$	91	\$	0
					1								1
					2								2
					1								1
					1								1
Résul					8								8
tat net					9								9
Autre													
s													
éléme													
nts du													
résult													
at													
global													
(nets													
d'imp													
ôts)													
Pe													
rte													
s													
lat													
ent													
es													
net													
tes													
sur													
les													
val													
eu													
rs									(1				(1
mo									1				1
bili									5				5
ès									2				2
es									3)				3)



**BANQUE
LAURENTIENNE**

dis
po
nib
les
à
la
ve
nte
Re
cla
ss
em
ent
en
rés
ult
at
net
de
s
pr
ofit
s
net
s
sur
les
val
eu
rs
mo
bili
èr
es
dis
po
nib
les
à
la
ve
nte
Va
riat
ion
net
te
de
la
val
eu
r
de
s
dé

		(2	(2
	(2	3	3
	38	8	8
	9)	9)	9)
		3	3
		9	9
	39	8	8
	88	8	8
	7	7	7



**BANQUE
LAURENTIENNE**

riv						
és						
dé						
sig						
né						
s						
co						
m						
me						
co						
uv						
ert						
ur						
es						
de						
flu						
x						
de						
tré						
sor						
eri						
e						
Pe						
rte						
s						
act						
ua						
riel						
les						
sur						
les						
ré						
gi						
me						
s						
d'a						
va						
nta						
ge						
s						
du						
pe						
rso		(7				(7
nn		2				2
el		9				9
		1)				1)
		1				1
		1		2		3
		3	(1	5		9
Résul		8	3	39	9	8
tat		9	91	88	7	7
global		8	2)	7	5	3
Émiss						
ion	4					4
d'acti	8				(5	2
ons	0				5)	5



**BANQUE
LAURENTIENNE**

S
T
R
I
B
U
É
S

B
L
E
S
À
L
A
V
E
N
T
E

R
E
R
I
E

S
F
O
N
D
È
S
S
U
R
D
E
S
A
C
T
I
O
N
S

		4		7										1
		4		7										4
Solde		4		7										3
au 31	20	6		6						5				3
octobr	5	4		2		9		(4		5				5
e	20	9		5		53		01		2				7
2013	4	\$ 6	\$	6	\$	6	\$	2)	\$	4	\$	91	\$	1
				1										1
				0										0
				6										6
				6										6
Résul				1										1
tat net				1										1
Autre														
s														
éléme														
nts du														
résult														
at														
global														
(nets														
d'imp														
ôts)														
Pr														
ofit														
s														
lat														
ent														
s														
net														
s														
sur														
les														
val														
eu														
rs										9				9
mo										1				1
bili										5				5
										2				2



BANQUE
LAURENTIENNE

èr
es
dis
po
nib
les
à
la
ve
nte
Re
cla
ss
em
ent
en
rés
ult
at
net
de
s
pr
ofit
s
net
s
sur
les
val
eu
rs
mo
bili
èr
es
dis
po
nib
les
à
la
ve
nte
Va
riat
ion
net
te
de
la
val
eu
r
de

(3
82
9)

(3
8
2
9)

(3
8
2
9)

(1
65
)

(1
6
5)

(1
6
5)



**BANQUE
LAURENTIENNE**

s						
dé						
riv						
és						
dé						
sig						
né						
s						
co						
m						
me						
co						
uv						
ert						
ur						
es						
de						
flu						
x						
de						
tré						
sor						
eri						
e						
Pe						
rte						
s						
act						
ua						
riel						
les						
sur						
les						
ré						
gi						
me						
s						
d'a						
va						
nta						
ge						(
s						2
du						
pe		(2				8
rso		8				8
nn		8				6
el		6))
<hr/>						
		1				1
		0				0
		3			5	8
Résul		7	5	(1	1	8
tat		2	32	65	5	8
global		5	3	)	8	3
<hr/>						
Émiss	12	1				1
ion	2	4				3



**BANQUE
LAURENTIENNE**

d'acti	07	2																	6
ons	1	6																	3
		1																	3
																			2
																			(1
																			1
Rach	(10		(2																0
at	7		3																0
d'acti	642		5																0
ons	)		8)																0)
Divide																			
ndes																			
Ac																			
tio																			
ns																			
pri																			
vil																			
égi																			
ée																			
s,																			
y																			
co																			
mp																			
ris																			
les																			
im																			
pôt																			
s																			
co			(8																(8
nn			5																5
ex			9																9
es			0)																0)
Ac																			
tio																			
ns			(4																(4
or			4																4
din			1																1
air			0																0
es			8)																8)
<hr/>																			
																			1
		4	8																5
		6	2																1
Solde	21	0	4							1									6
au 31	9	7	9		14		(4			6									0
juillet	63	5	2		85		17			8									8
2014	3	\$ 7	\$ 5	\$ 9	\$ 7)	\$ 2	\$ 91	\$ 8	\$										\$

SOURCE Banque Laurentienne du Canada



Pour plus de renseignements: Chef de la direction financière : François Laurin, 514 284-4500, poste 7997
; Relations médias et Relations avec les investisseurs : Gladys Caron, 514 284-4500, poste 7511; cell. :
514 893-3963